

northstar compass

L'ORGANE DU CONSEIL INTERNATIONAL POUR L'AMITIÉ ET LA SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES SOVIÉTIQUE

ГЕНИЙ РЕВОЛЮЦИИ

К 140-ЛЕТИЮ СО ДНЯ РОЖДЕНИЯ ВЛАДИМИРА ИЛЬИЧА ЛЕНИНА

LE GÉNIE DE LA REVOLUTION

POUR LE 140^e ANNIVERSAIRE DE NAISSANCE DE VLADIMIR ILLITCH LÉNINE

Le 22 avril 1970 est le jour de la naissance de Vladimir Ilitch Lénine.

Les communistes du monde entier ont célébré ce 140^e anniversaire de la naissance de Lénine, fondateur de l'État soviétique et génie de la Révolution d'octobre de 1917.

Aux yeux des travailleurs du monde entier, il est un très grand penseur révolutionnaire et prolétarien, en même temps un homme simple et cordial.

Pour marquer cet événement, nous invitons nos lecteurs non seulement pour une étude plus approfondie de son enseignement, mais aussi à faire connaître son œuvre par tous les moyens possibles. Ce sera la meilleure façon de contribuer à la promotion de la cause à laquelle Lénine a consacré sa vie.



Pour comprendre Katyn : connaître le contexte.

mercredi 21 avril 2010

LETTRE À L'ÉDITEUR

Cher Camarade

La question de Katyn préoccupe beaucoup les médias bourgeois, et ces attaques nous font beaucoup de mal à partir du moment où nous n'avons pas les mêmes possibilités de communication. Aussi avec le temps les camarades et les gens en général ne sont pas familiarisés avec cette question.

J'apprécie, comme tous les camarades, j'en suis sûr, ton travail exemplaire.

Cela étant dit je voudrais faire une ou deux remarques à propos de Katyn qui me semblent importantes et qu'il me semble ne sont pas suffisamment soulignées.

1. Comment les soviétiques auraient-ils pu commettre les exécutions avec des balles allemandes au printemps de 1940. N'est-Il pas absurde de supposer qu'ils avaient prévu l'occupation de Smolensk par les Allemands et voulaient les « accuser » d'un crime qu'ils auraient eux-mêmes commis????!!

2. L'exécution de 4.000 officiers polonais à Katyn le printemps de 1940, ne répondait à aucun intérêt pour les Soviétiques. Pourquoi tuer ceux-là en particulier et pas tous les autres aussi. En septembre 1941 les soviétiques ont rendu possible la formation l'Armée polonaise d'Anders. Une force qui

comptait, à son évacuation vers l'Iran, 75.000 soldats. Également, après la suspension des relations avec le gouvernement polonais de Londres à cause de ces accusations à propos de Katyn et le départ d'Anders vers l'Ouest, les soviétiques ont formé des divisions polonaises qui ont bien combattu avec leurs camarades soviétiques contre les Allemands.

3. Entre le printemps de 1940 – date à laquelle Goebbels, les Polonais de Londres et leurs amis prétendaient que les exécutions avaient eu lieu – et janvier de 1944 quand s'est tenue la commission d'enquête soviétique il est étonnant que les corps aient pu être « frais » et non pas simplement des ossements. La puanteur et l'état des foies des cadavres (voir Russie en Guerre par Alexandre Werth) indiquent une exécution beaucoup plus récente, nécessairement et commise par les Allemands. Ils occupaient les lieux de juillet 1941 jusqu'à septembre 1943.

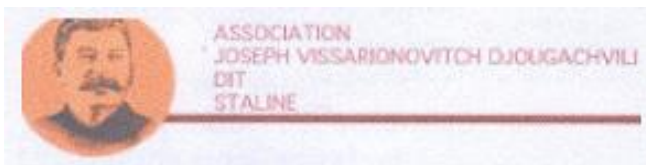
4. L'opportunité de la découverte, avril 1943, par les Allemands. C'était juste après leur défaite à Stalingrad et dans un contexte de tension entre la l'Union soviétique et le gouvernement polonais de Londres, à propos du territoire repris par l'Union soviétique à la Pologne. Il s'agissait de l'établissement de la frontière à la ligne « Courson », celle qui avait été

proposée par la Grande Bretagne lors des négociations du 8 décembre 1919.

5. Alors que les Allemands étaient sur place à Smolensk depuis juillet 1941, ce n'est que deux ans plus tard, en avril de 1943 qu'ils ont « découvert » les charniers. C'était à un moment éminemment opportun pour semer la discorde entre Polonais et Soviétiques. Et ce ne serait pas la dernière fois qu'une telle tentative calomnieuse allait être faite. Les accusations que les Soviétiques avaient délibérément arrêtées leur offensive à la porte de Varsovie est du même ordre. Comment pouvaient-ils alors qu'ils venaient d'avancer leur ligne de front de 200 km et qu'il leur fallait rétablir leur structures arrières (logistique (logistique, terrains d'aviations...) et sans oublier que Varsovie était défendue par plusieurs divisions blindées SS. Je crois que tout cela peut bien être mis sur le compte de l'alliance objective entre Goebbels, Churchill et les réactionnaires polonais.

6. Qui profite toujours politiquement du « massacre de Katyn » ???

A mon avis je suspecte que les polonais de Katyn, n'ont pas pu être évacués, impossibilité, négligence, faute... qui sait. Puis ils ont été pris par les Allemands, ils ont été exécutés. Bien amicalement
Alexandre Moumbaris



Extraits: « Si on lit les sources bourgeois d'aujourd'hui, tous affirment que l'Union soviétique était responsable du massacre de Katyn, et ils le font avec une telle assurance et de cohérence que d'essayer de faire valoir le contraire se sent comme un révisionniste nazi tente de nier l'abattage d'Hitler des juifs. Après l'effondrement de l'URSS, Gorbatchev était encore inscrits sur cette campagne de dés-

information et produit du matériel prétendument des archives soviétiques qui « prouver » que les Soviétiques commis l'atrocité et, bien sûr, qu'ils ne le faisaient sur ordre de Staline. Eh bien, nous savons l'intérêt que le Gorbachovs de ce monde ont la diabolisation de Staline. Leur objectif n'est pas tant de Staline que le socialisme. Leur but à dénigrer le socialisme est de restaurer le capitalisme et mettre la vie de parasitisme de luxe pour eux et leurs parasites au détriment de la masse des souffrances pour les peuples de l'URSS. Leur cynisme correspond à celle des nazis allemands et il n'est guère surprenant de trouver les chants de la même partition.

Goebbels a même dû admettre un peu de poisse, de son point de vue. Il écrit dans son journal le 8 mai 1943, «Malheureusement, de munitions allemand a été retrouvé dans les tombes à Katyn ... Il est essentiel que cet incident reste un secret. S'il était venu à la connaissance de l'ennemi l'affaire de Katyn devrait être supprimée. »

Le massacre de Katyn par Ella Rule



ÉDITORIAL

« Il n'y a pas de route royale pour la science, et ceux-là seulement ont chance d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir ses sentiers escarpés ». (Karl Marx, *Lettre à Maurice Lachatre*, 18 mars 1872.

C'est bien le but de l'édition française de NSC d'aider ses lecteurs à « gravir ces sentiers escarpés » et sans trop de fatigues.

Avec la crise économique actuelle et son développement se développent aussi les perspectives révolutionnaires.

La base objective pour la révolution socialiste existe plus que jamais.

Seules les conditions subjectives retardent sur ce développement, principalement à cause du triomphe du pseudo-marxisme au sein du mouvement communiste. La tâche se pose aujourd'hui devant tous les communistes révolutionnaires : tirer les leçons des victoires et des échecs du passé afin de reconstruire un mouvement communiste révolutionnaire comme Lénine le fit en combattant la trahison des chefs réformistes de la Deuxième internationale.

Aujourd'hui, les idées du communisme ne sont pas mortes : elles reflètent d'abord une *nécessité* historique et économique, celle de l'opposition au capitalisme et de son renversement.

Qui dit *répression des exploités* doit dire *dictature du prolétariat* ! Hors de cela, point de *véritable démocratie* pour les travailleurs ! Telle est la vérité que tout travailleur politiquement conscient doit s'assimiler et propager. Ainsi se pose donc inévitablement au final la question de l'URSS de Lénine-Staline quand il s'agit de donner réellement aux travailleurs les moyens de leur libération économique, politique et sociale.

Il est difficile de déceler le mensonge dans ce domaine. Ces difficultés ne sont pas amoindries quant il s'agit d'organisations se réclamant du marxisme-léninisme.

Tout est fait pour euthanasier proprement les centaines de milliers d'êtres humains qui croupissent de plus en plus longtemps au chômage et sombrent dans la pauvreté ?

Notre but est de faire *comprendre* la réalité économique, politique et sociale, pour nous donner les moyens de *transformer* cette réalité. Lénine insistait sur le fait que si la haine prolétarienne contre les politiciens bourgeois était le « commen-

cement de la sagesse », il ne fallait pas oublier que « ... la politique est une science et un art qui ne tombent pas du ciel, qui demandent un effort, et que le prolétariat, s'il veut vaincre la bourgeoisie, doit former des "hommes politiques de classe" *bien à lui*, prolétariens, qui ne soient pas inférieurs à ceux de la bourgeoisie ». (Lénine, *Œuvres choisies*, tome II, p. 358)

Or aujourd'hui, de manière évidente, les experts de la bourgeoisie dépassent de loin les experts révisionnistes ! Des publications comme celles du *LEAP/Europe 2020* ou du *Bulletin Économique Chine* fournissent une illustration concrète de cette supériorité écrasante. Bien sûr, si la bourgeoisie analyse les mutations du système impérialiste mondial, c'est toujours le fait d'un calcul intéressé des exploités qui ne visent nullement à l'émancipation des masses exploitées. Ainsi, si les économistes de grandes banques d'investissement qui analysent la situation actuelle, c'est afin de rester dans la course aux profits !



Abonnez-vous à l'édition française de NSC

DEMANDE D'ADHÉSION

Port compris
6 numéros

POUR LE CANADA
\$25,

POUR L'ÉTRANGER
\$35.00

Les règlements supérieurs à l'abonnement annuel seront considérés comme des abonnements de soutien

Chèque à l'Ordre de
Dr Adélaré Paquin



6801 Gouin E # 102
Montréal Nord
Canada H1G 6L2

PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié aux Éditions Sociales Internationales en 1936.

L. Ségol Extraits suite

La crise et la révolution

Pendant la crise, les contradictions de classe s'aggravent à l'extrême. Toute crise comporte une menace de révolution.

« Un développement des forces productives qui diminuerait le nombre absolu des ouvriers, c'est-à-dire mettrait toute la nation à même d'opérer sa production totale en un temps moindre, amènerait une *révolution* parce qu'il vouerait la majorité de la population au chômage. *Ce conflit apparaît en partie dans les crises périodiques.* » (K. Marx : *le Capital*, t. X, p. 213-214.)

C'est pourquoi Marx, Engels et Lénine, avant l'approche de chaque crise, étudiaient soigneusement les perspectives de révolution. Une des principales causes de ce que jusqu'à présent la bourgeoisie a trouvé une issue aux crises et de ce que la possibilité de révolution créée par chaque crise ne s'est pas transformée en révolution réelle, réside dans le fait que le prolétariat ne devient pas immédiatement une classe consciente et organisée, capable de se libérer de la domination du Capital : c'est seulement la longue école de la lutte de classe qui lui donne cette conscience et cette organisation.

Si chaque crise périodique porte en elle une possibilité de révolution cela ne veut pas dire

que la révolution ne puisse éclater que pendant une crise de surproduction. Le développement du capitalisme conduit à une aggravation des contradictions telles qu'elle rend la révolution possible et inévitable, indépendamment du fait qu'il y ait ou non une crise de surproduction.

4. Les théories bourgeoises et sociale-démocrates des crises

Les crises montrent, avec une force chaque fois plus grande, que le régime capitaliste ne répond plus à son rôle historique, que, de forme de développement des forces productives, il en est devenu une entrave.

Les crises, chaque fois avec plus de force, créent une menace pour l'existence du capitalisme. C'est précisément pour cela que l'économie politique bourgeoise essaie, de toutes ses forces, de prouver que les crises sont un phénomène fortuit, qu'elles ne découlent pas de la nature même du capitalisme, que le capitalisme peut abolir les crises.

La théorie, des, crises la plus répandue dans l'économie politique bourgeoise tend à établir que les crises découlent du manque capital de prêt. Si l'on parvenait à régler le crédit, on réussirait, paraît-il, à abolir pour toujours les crises. Nous avons vu plus haut que les crises *commencent* dans le domaine du crédit,

bien que leurs racines remontent à la production. La crise du crédit n'est qu'un indice, un symptôme de la crise qui approche. Mais la « science » bourgeoise reste fidèle à sa nature et glisse sur la surface des choses.

« L'économie politique [bourgeoise] révèle son caractère superficiel par ce simple fait qu'elle considère comme cause déterminante du cycle industriel l'expansion et la contraction du crédit, c'est-à-dire le simple symptôme des périodes alternatives. » (K. Marx : *le Capital*, t. IV, p. 99.)

La théorie qui considère les crises comme des phénomènes accidentels et qui peuvent être abolis a subi un échec tel que depuis quelques années l'économie politique bourgeoise a, en général, abandonné toute tentative d'expliquer les crises et se borne simplement à les décrire.

Les chefs et les théoriciens sociale-démocrates ne peuvent pas simplement répéter les affirmations des économistes bourgeois; ils les dissimulent sous une phraséologie marxiste.

Ces deux théories des crises les plus répandues parmi les sociale-démocrates sont : 1° la théorie de la disproportion, et 2° celle de la sous-consommation.

Nous avons déjà montré que la disproportion entre les branches de production et la consommation limitée des masses découlaient de la contradiction fondamentale

entre la production sociale et l'appropriation capitaliste, et que ni la disproportion, ni la consommation limitée des masses ne peuvent être considérées comme les causes des crises : la cause des crises, c'est la contradiction fondamentale du capitalisme

Les théoriciens social-démocrates voient la cause des crises tantôt dans la disproportion, tantôt dans le bas niveau de la consommation. Les uns affirment que la cause des crises réside dans le développement disproportionné des branches de production et que les crises n'ont rien de commun avec la situation des masses prolétariennes, les autres affirment que la crise est engendrée par la sous-consommation des masses. Les représentants de ces deux conceptions sont en apparence fidèles à la doctrine marxiste : Marx a en effet parlé de la disproportion et de la sous-consommation. Mais en réalité ces deux théories sont tout à fait contraires au marxisme.

La théorie de la disproportion

Le représentant le plus en vue de la théorie de la disproportion est Hilferding qui a emprunté sa théorie à Tougan-Baranovski. Ce dernier affirme qu'en conservant la proportion entre les branches de la production est possible un développement sans crises du capitalisme, même dans le cas où la consommation personnelle serait réduite à zéro. C'est pourquoi la cause de la crise, c'est seulement la violation de la proportion, c'est-à-dire la disproportion.

Nous avons déjà constaté plus haut (chapitre X, paragraphe 3)

toute la stupidité de cette phrase vide, à savoir qu'est possible la proportion entre la production des moyens de production et la production *des objets de consommation*, indépendamment de l'état et des dimensions de cette même consommation ; c'est pourquoi nous n'analyserons plus la théorie de la disproportion. Rappelons seulement que la disproportion de la production est le résultat inévitable de la contradiction fondamentale du capitalisme.

« « L'anarchie de la production », « l'absence de plan dans la production », qu'est-ce que cela exprime donc ? Cela exprime la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère individuel de l'appropriation. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, t. II, p. 39. (Edition russe.).)

En niant l'importance du bas niveau de la consommation des masses, Hilferding nie par cela même la contradiction fondamentale du capitalisme, qui crée un obstacle au développement de la production sous la forme du pouvoir de consommation limité de la société. Mais cette négation de la contradiction fondamentale du capitalisme comme cause des crises inévitables, les social-démocrates en ont besoin pour démontrer que l'on peut éviter les crises en régime capitaliste si seulement on abolit la disproportion entre les branches de la production ; ils en ont besoin pour donner une base à la théorie du capitalisme organisé.

La théorie de la sous-consommation

Le représentant le plus en vue de la deuxième théorie social-démocrate, celle de la sous-consommation, est Tarnov, que nous avons déjà mentionné. Cette théorie non plus n'est pas neuve, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, elle remonte au commencement du XIXe siècle, où elle fut lancée par l'économiste petit-bourgeois suisse, Sismondi. Celui-ci affirmait que comme les crises découlent de la sous-consommation des masses, comme ces dernières sont vouées en régime capitaliste à la sous-consommation, les crises sont donc impossibles à éliminer. Sismondi en conclut qu'il faut revenir en arrière, à la petite production.

La social-démocratie contemporaine, dans la personne de Tarnov et d'autres, s'est emparée de cette théorie et en a tiré une conclusion tout à fait opposée : comme la crise découle de la sous-consommation, comme les capitalistes souffrent des crises non moins que la classe ouvrière, les capitalistes sont directement intéressés à ce que les ouvriers consomment davantage. Il suffit donc que les capitalistes payent aux ouvriers de hauts salaires et les crises disparaîtront à jamais. Et Tarnov berce les ouvriers par des fables sur la possibilité d'une augmentation des salaires par les capitalistes eux-mêmes. Il ne faut pour cela qu'une seule chose, c'est que les ouvriers travaillent davantage.

Si Sismondi, en constatant la sous-consommation des masses, conclut que le capitalisme n'est pas progressif et préconise le retour à la petite production, Tarnov et d'autres font, au contraire,

l'apologie du capitalisme en s'efforçant de prouver que les capitalistes sont intéressés à l'augmentation des salaires et que cette augmentation mettra fin aux crises en régime capitaliste.

Les recettes social-démocrates pour *surmonter* les crises en régime capitaliste sont aussi peu originales que leurs *explications* des crises. Le merveilleux moyen de surmonter les crises par l'augmentation des salaires a déjà été inventé à la fin du siècle dernier par l'économiste bourgeois allemand Sombart dans le but de duper les ouvriers.

Pour se rendre compte que l'augmentation des salaires ne peut empêcher la crise, il suffit de voir qu'à la veille de la crise, à savoir dans la période d'essor industriel, les salaires augmentent ordinairement. L'augmentation des salaires dans la période d'essor ne fait qu'annoncer la crise.

Mais, peut-on dire, quelle est donc la signification de la contradiction entre la production et la consommation en régime capitaliste, contradiction objectée par Lénine aux apologistes bourgeois qui nient le lien entre les crises et le bas niveau de la consommation des masses ?

La contradiction entre la production et la consommation en régime capitaliste, dévoilée par Marx et par Lénine, n'a rien de commun avec la théorie de la sous-consommation.

« La sous-consommation (qui expliquerait prétendument les crises) existait sous les régimes économiques les plus différents, mais les crises ne sont le signe distinctif que d'un seul régime, le régime capitaliste. » (V. I. Lénine

: *Œuvres complètes*, t. II, p. 36, édition russe.)

Il ne s'agit donc pas seulement de la sous-consommation, il ne s'agit pas simplement de la contradiction entre la production et la consommation, mais du caractère de cette contradiction comme la forme sous laquelle se manifeste la contradiction fondamentale du capitalisme. C'est ce que ne pouvait voir l'idéologue de la petite-bourgeoise Sismondi, c'est ce que ne veulent pas voir les apologistes social-démocrates du capitalisme.

Il s'agit du fait que le capitalisme, pour ses besoins d'accumulation, tend à élargir sans fin la production sociale et en réduisant la consommation des masses, il dresse lui-même un obstacle à cette extension. Il s'agit donc de la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste. Comme la théorie de la disproportion, la théorie social-démocrate de la sous-consommation nie cette contradiction pour prouver que les crises peuvent être supprimées en régime capitaliste.

La théorie de Rosa Luxembourg

La théorie des crises de Rosa Luxembourg découle de sa théorie de l'accumulation. Nous avons montré plus haut que, tout aussi bien que Sismondi, elle considère comme impossible la réalisation du produit dans une société purement capitaliste. Par suite du bas niveau de la consommation des masses en régime capitaliste, il devrait y avoir une surproduction

constante, une crise permanente. La réalisation du produit capitaliste n'est, paraît-il, possible, que sur le marché non-capitaliste, « extérieur », des « tierces personnes ». Comme les capitalistes trouvent un écoulement chez les petits producteurs, l'accumulation se produit sans obstacle, mais à peine la demande de ces « tierces personnes » diminue-elle que la crise devient inévitable. Lénine a montré que la théorie sismondiste de la sous-consommation explique les crises non par les contradictions intérieures de la production capitaliste, mais par des phénomènes extérieurs. La théorie de Sismondi explique les crises...

« ... Par la contradiction entre la production et la consommation de la classe ouvrière, la seconde [c'est-à-dire la théorie de Marx], par la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation. La première, par conséquent, voit la racine du phénomène en *dehors* de la production..., la seconde, précisément dans les conditions de la production. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, t. II, p. 36. (Edition russe.).)

Ces paroles de Lénine s'appliquent pleinement et avec la même force aussi à Rosa Luxembourg. En niant la possibilité de la vente de la partie accumulée du produit supplémentaire dans les limites du système capitaliste et en expliquant les crises par la diminution ou par l'absence de la demande de la part des « tierces personnes », Rosa Luxembourg, par cela même, explique les crises non par les contradictions *intérieures* du capitalisme, mais par les rapports du capitalisme avec son milieu *extérieur*. Par conséquent, elle se

détourne en fait de la contradiction fondamentale du capitalisme.

L'importance de la théorie marxiste-léniniste des crises

Nous voyons que toute tentative d'expliquer les crises autrement que par la contradiction fondamentale du capitalisme est en fait la négation de cette contradiction, et ainsi conduit directement ou indirectement au renoncement à la révolution prolétarienne. La grande signification révolutionnaire de la théorie marxiste-léniniste des crises consiste dans le fait qu'elle montre que les crises découlent de la nature même du capitalisme et, par conséquent, ne peuvent être supprimées qu'avec le capitalisme lui-même.

Dans les crises se révèlent, chaque fois plus fortement, toutes les contradictions du capitalisme ainsi que son incapacité de diriger la production sociale. Les crises posent chaque fois dans toute son ampleur la question de la nécessité de l'abolition du capitalisme, de la nécessité de la révolution prolétarienne.

« D'un côté, par conséquent, le mode capitaliste de production acquiert la conviction de sa propre incapacité à régir les forces productives. D'un autre côté, ces forces productives elles-mêmes poussent avec une force croissante à ce qu'il soit mis fin à cette contradiction, en les libérant de leur qualité de capital, à ce que soit effectivement reconnu leur caractère de forces productives sociales. » (F. Engels : *M. E. Dühring...*, t. III, p. 41.)

Cette portée révolutionnaire des crises a été particulièrement soulignée par Lénine.

« L'armée du prolétariat se raffermirait dans tous les pays. Sa conscience, sa cohésion et sa résolution grandissent à vue d'œil. Et le capitalisme se charge avec succès de rendre plus fréquentes les crises dont se servira cette armée pour abolir le capitalisme. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome XII, p. 93, édition russe.)

La position léniniste de la question de l'importance des crises est très étroitement liée à la lutte implacable que Lénine mena contre les critiques de la théorie marxiste de la reproduction et des crises, contre les tentatives d'interpréter la théorie marxiste uniquement comme une théorie de la disproportion ou une théorie de la sous-consommation. Dans cette lutte, Lénine, en dévoilant toute la profondeur de la théorie marxiste des crises, a continué la doctrine de Marx d'après laquelle la contradiction fondamentale du capitalisme est la cause des crises. Il a aussi brillamment élaboré les autres côtés de la théorie marxiste des crises. Lénine a montré que, pour Marx, la disproportion des branches de production et la contradiction entre la production et la consommation étaient deux aspects de la contradiction fondamentale du capitalisme entre la production sociale et l'appropriation capitaliste.

Dans la lutte avec tous les adversaires déclarés du marxisme, notamment avec ces « marxistes » qui, se cachant derrière une phraséologie marxiste, déformaient et falsifiaient en réalité le marxisme, en le châtrant de son contenu ré-

volutionnaire, Lénine a développé la doctrine de Marx de la contradiction fondamentale du capitalisme comme cause des crises. Et tandis que l'opportunisme s'efforçait de détourner la classe ouvrière de la voie de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme sur la voie de la lutte « purement économique », sur la voie du réformisme et de la conciliation avec la bourgeoisie, en inventant les « théories » de la possibilité de la suppression des crises en régime capitaliste, Lénine a posé devant le prolétariat la tâche de la lutte de classe révolutionnaire pour le renversement du capitalisme, qui mettra aussi fin aux crises.

« La crise prouve que les ouvriers ne peuvent pas se borner à la lutte pour obtenir des capitalistes telles ou telles concessions isolées... la faillite se produit et les capitalistes, non seulement reprennent toutes les concessions qu'ils avaient faites, mais profitent encore de l'impuissance des ouvriers pour diminuer encore les salaires. Et il en sera fatalement ainsi jusqu'au jour où les armées du prolétariat socialiste renverseront la domination du capital et de la propriété privée. » (V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, tome IV, p. 186.)

5. L'impossibilité des crises en U.R.S.S.

La révolution prolétarienne abolit l'emprise du Capital sur les forces productives sociales, et, par cela même, liquide la contradiction entre la production sociale et l'appropriation capitaliste et supprime la cause même des crises. Si le Capital tend à soutirer la

plus grande quantité possible de plus-value et, par cela même, à l'extension illimitée de la production en vue de l'accumulation, si cette dernière conditionne le pouvoir d'achat limité de la société, qui fait obstacle à la croissance de la production, en U. R. S. S., au contraire, la croissance du pouvoir d'achat devance celle de la production.

Les forces productives servent à la satisfaction des besoins, mais les besoins des masses doivent s'accroître sans cesse. Ils croissent et doivent croître d'une façon continue parce qu'ils ne sont pas limités par le capital. Ainsi la croissance de la production ne se heurte pas au pouvoir d'achat limité des masses, bien au contraire, la consommation pousse la production en avant.

« Chez nous, en U.R.S.S., l'accroissement de la consommation (pouvoir d'achat) des masses, dépasse sans cesse l'accroissement de la production à laquelle il sert de stimulant... L'amélioration systématique de la situation des travailleurs et l'accroissement ininterrompu de leurs besoins (pouvoir d'achat) constituent un stimulant de plus en plus fort à l'élargissement de la production, préservent la classe ouvrière contre les crises de surproduction, l'extension du chômage, etc., etc. » (J. Staline : *Deux Bilans*, pp. 50-51.)

Bien que l'U.R.S.S. ne soit pas séparée du monde capitaliste par une muraille de Chine, bien qu'elle ait des relations commerciales avec les pays capitalistes entraînés dans la crise économique mondiale, cette dernière n'a pu gagner l'économie soviétique,

car le système même de cette économie exclut la possibilité des crises. Les vagues de la crise économique mondiale qui ont submergé le monde capitaliste tout entier se brisent sur le système économique socialiste. Ce fait est si évident que tous les ennemis de l'U.R.S.S. sont obligés de le reconnaître.

Trotsky affirmait que l'économie soviétique se trouvait sous le contrôle de l'économie capitaliste mondiale et que les crises dans les pays capitalistes devaient gagner l'U.R.S.S. Cette affirmation est intimement liée à la théorie social-démocrate de Trotsky de l'impossibilité de construire le socialisme en U.R.S.S. et que l'économie soviétique est un système de capitalisme d'État. Mais la crise grandissante dans les pays capitalistes ainsi que la croissance prodigieuse de la production socialiste en U.R.S.S. renversent toute la « théorie » de Trotsky et dévoilent son caractère contre-révolutionnaire.

Les opportunistes de droite sont aussi intervenus dans la question de la possibilité des crises en U.R.S.S. Partant de leur théorie de l'intégration du koulak dans le socialisme, niant la nécessité de la collectivisation et d'un rythme rapide d'industrialisation, les droitiers, en la personne de leur ancien chef et théoricien, le camarade Boukharine, ont lancé une théorie selon laquelle le rythme rapide de l'industrialisation crée une disproportion dans l'économie soviétique (à savoir entre l'industrie et l'agriculture), trouble « l'équilibre des secteurs » dans l'économie soviétique et que cela doit inévitablement aboutir à une crise. Boukharine, il est vrai,

affirmait en même temps que c'était une crise particulière, non une crise de surproduction, mais une crise « à rebours ». Mais cela ne change en rien l'essence même de la théorie des droitiers qui aboutit à dire que le rythme rapide d'industrialisation provoque « la violation des proportions économiques fondamentales dans le pays ». (N. Boukharine : *Notes d'un économiste*.)

Cette conception découle de la « loi de la dépense du travail » des opportunistes de droite, loi que nous avons analysée plus haut, et de la théorie de « l'équilibre ».

Le camarade Boukharine considérait la théorie marxiste de la reproduction comme une théorie de l'équilibre et appliquait aussi cette théorie de l'équilibre à la question des rapports entre l'industrie et l'agriculture dans les conditions de la construction du socialisme. Pour la construction socialiste est, selon lui, nécessaire un équilibre entre le secteur agricole paysan et le secteur industriel socialiste.

Cette théorie de l'équilibre des opportunistes de droite a été complètement dévoilée par le camarade Staline qui, dans la lutte contre les droitiers, a développé la théorie marxiste-léniniste de la reproduction conformément aux tâches de la construction du socialisme. La reproduction socialiste élargie est irréalisable sans reproduction élargie dans l'agriculture. Mais la petite économie paysanne, dit le camarade Staline...

« ... Non seulement ne réalise pas, dans l'ensemble, une reproduction annuelle élargie, mais, au contraire, elle n'a pas toujours la

possibilité de réaliser même la reproduction simple... Peut-on, pendant une période plus ou moins longue, fonder le pouvoir soviétique et l'édification socialiste sur deux bases *différentes* : sur la base de la grande industrie socialiste unifiée et sur la base de l'économie paysanne marchande extrêmement morcelée et retardataire ? Non, c'est impossible. Cela aboutirait, un beau jour, à l'effondrement complet de toute l'économie nationale. » (J. Staline : *la Collectivisation du village*, p. 29-30. Paris, Bureau d'éditions, 1930.)

La revendication des droitiers de la conservation de l'équilibre des secteurs, est, en réalité, la revendication de la conservation dans l'économie nationale des proportions qui se sont établies en régime capitaliste.

Mais comment construire le socialisme sans modifier ces « proportions » ? Ces proportions exprimant la basse consommation des masses, elles sont déterminées par les besoins du capital et non par ceux de la société. Peut-on construire le socialisme, sans céder à l'industrialisation rapide, seul moyen de socialiser la petite économie paysanne ? Il est évident que non. C'est pourquoi la « théorie de l'équilibre » et la « loi de la dépense du travail » n'expriment rien d'autre que la capitulation devant les difficultés de la construction du socialisme, la renonciation à cette construction, la perpétuation de la petite production marchande et, partant, du capitalisme qu'elle engendre. Avec la conservation du fameux « équilibre » des secteurs, arriverait inévitablement une crise, la ruine complète de l'économie nationale. L'industrialisation rapide et la col-

lectivisation de l'agriculture, réalisées par le Parti, qui étaient considérées par les droitiers comme une « violation de l'équilibre », non seulement n'ont pas provoqué de crise dans l'économie soviétique, mais, au contraire, ont été la base de la croissance rapide de la production et du bien-être des masses, tandis que dans le monde capitaliste avec son « équilibre » se déchaînait une crise d'une force inouïe.

« Il suffirait de tirer du trésor du marxisme la théorie de la reproduction et de l'opposer à la théorie de l'équilibre des secteurs pour qu'il ne restât pas trace de cette dernière. » (J. Staline : *la Collectivisation du village*, p. 29. Paris, Bureau d'éditions, 1930.)

Marche d'anciens Waffen SS à Riga : « *D'inquiétants événements*, a déclaré Serge Lennikoff, lecteur de NSC dans une lettre qu'il a fait parvenir aux médias d'information, *se sont déroulés le 16 mars 2010 à Riga, capitale de la Lettonie.*



Des vétérans de la Waffen SS à Riga et leurs sympathisants ont défilé, en toute impunité, avec la complicité et la protection des autorités. Des militants anti-fascistes ont essayé d'intervenir pacifiquement, ante de protester contre ce détourné scandaleux d'anciens criminels de guerre. Non seulement ils en ont été empêchés, mais la police les a violemment réprimés.

Ce type d'évènement a lieu chaque année depuis vingt ans en Lettonie ainsi qu'en Estonie avec toujours la complicité des gouvernements en place.

Les responsables de l'Union Européenne restent muets devant ces scandales à répétition. Pourtant la Lettonie viole les principes de la charte des droits fondamentaux de l'UE. La Lettonie a reçu des milliards d'euros de subvention de l'UE depuis son adhésion, ce qui lui permet de verser une pension aux Waffen SS!

Ces dérives et ces complicités ne sont pas suffisamment dénoncées ante de faire pression sur le gouvernement lettonien.

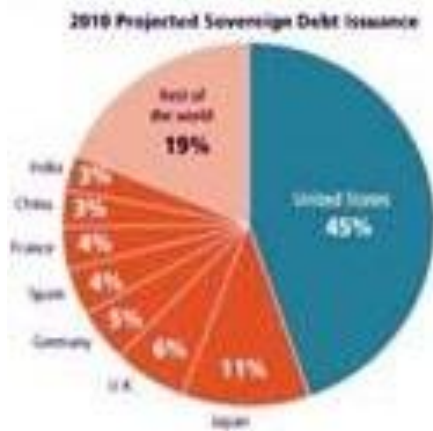
Nous devons nous solidariser avec les forces démocratiques qui luttent dans les pays baltes contre la résurgence de la peste fasciste.

Le 30 mars 2010

Crise systémique globale / USA-UK - Le couple explosif de la seconde moitié 2010 : Été 2010, la bataille de la Banque d'Angleterre / Hiver 2010, la Fed face au risque de faillite

Uncharted Waters

Governments around the world will issue an estimated \$4.5 trillion in debt this year, triple the five-year average for industrial countries.



Communiqué public GEAB
N°44 (15 avril 2010)

Comme l'avait anticipé LEAP/E2020 il y a déjà plusieurs mois, et contrairement à ce qu'ont raconté la plupart des médias et des « experts » au cours des dernières semaines, la Grèce a bien l'Eurozone pour lui apporter soutien et crédibilité (notamment en matière de future bonne gestion, seule garante d'une sortie du cycle infernal des déficits publics croissants (1)). Il n'y aura donc pas de cessation de paiement grecque même si l'agitation autour de la situation grecque est bien l'indicateur d'une prise de conscience croissante que l'argent est de plus en plus difficile à trouver pour financer l'immense endettement public occidental : un processus désormais « insoutenable » comme le souligne un récent rapport de la [Banque des Règlements Internationaux](#).

Le bruit fait autour de la Grèce par les médias, anglais et américains en particulier, aura tenté de cacher à la plupart des acteurs économiques,

financiers et politiques le fait que le problème grec n'était pas le signe d'une prochaine crise de la zone Euro (2), mais en fait un indice avancé du prochain grand choc de la crise systémique globale, à savoir la collision entre, d'une part, la virtualité des économies britannique et américaine fondées sur un endettement public et privé insoutenable et, d'autre part, le double mur de la maturité des emprunts venant à échéance à partir de 2011 cumulée à la pénurie globale de fonds disponibles pour se refinancer à bon marché.

Comme nous l'avons expliqué dès Février 2006 lors de notre anticipation sur son imminence, il ne faut pas oublier que la crise actuelle trouve son origine dans l'effondrement de l'ordre mondial créé après 1945, dont les États-Unis ont été le pilier, secondé par le Royaume-Uni. Aussi, pour comprendre la portée réelle des événements générés par la crise (comme le cas grec par exemple), il convient de rapporter leur signification aux faiblesses structurelles qui caractérisent le cœur du système mondial en pleine déliquescence : ainsi, pour notre équipe, le « doigt grec » ne montre pas tant l'Eurozone que les dangers explosifs des besoins exponentiels de financement du Royaume-Uni et des États-Unis (3).

Prévision des émissions de dette souveraine en 2010 (Total : 4.500 milliards USD) – Sources : FMI / Hayman Advisors / Comcast, 03/2010

Rappelons-nous qu'au cours d'une période où la demande de financements dépasse l'offre disponible, comme c'est le cas aujourd'hui, les montants d'émission de dettes souveraines en valeur absolue jouent un rôle plus important que les ratios (montants en valeur relative). Un exemple très simple peut le démontrer : si vous disposez de 100 euros et

que vous avez deux amis, l'un « pauvre », A, qui a besoin de 30 Euros et l'autre « riche », B, de 200 Euros ; même si B peut vous donner en gage sa montre de luxe qui vaut 1.000 Euros alors que A n'a qu'une montre à 20 euros, vous ne pourrez pas aider B car vous ne disposez pas des moyens suffisants pour satisfaire son besoin de financement ; alors qu'en discutant gage et intérêt, vous pouvez décider de le faire pour A. Cette mise en perspective invalide ainsi tout les raisonnements qui fleurissent dans la plupart des médias spécialisés et qui se fondent sur le ratio d'endettement : en fait, selon leur raisonnement, il est évident que vous allez aider B, puisque son taux d'endettement est nettement plus favorable (20%) que celui de A (150%) ; mais dans le monde de la crise, où l'argent n'est pas disponible en quantités illimitées (4), la théorie se heurte au mur de réalité : vouloir est une chose, pouvoir en est une autre.

Ainsi, LEAP/E2020 pose deux questions très simples :

qui pourra/voudra soutenir le Royaume-Uni après le 6 Mai prochain quand son désordre politique exposera inéluctablement la déliquescence avancée de tous ses paramètres budgétaires, économiques et financiers ?

La situation financière du pays est tellement dangereuse que les technocrates en charge de l'État ont élaboré un plan, soumis aux partis en lice pour les prochaines élections législatives, afin d'éviter tout risque de vacance du pouvoir qui pourrait entraîner un effondrement de la Livre sterling (déjà très affaiblie) et des bons du trésor (Gilts) britanniques (dont la Banque d'Angleterre a racheté 70% des émissions de ces derniers mois) : Gordon Brown resterait Premier Ministre même s'il perd les élections (sauf si les Conservateurs peuvent se targuer d'une majorité

suffisante pour gouverner seuls) (5). En effet, sur fond de crise économique et politique, les sondages laissent penser que le pays s'oriente vers un « [Hung Parliament](#) », sans majorité claire. La dernière fois où cela est arrivé, c'était en 1974, sorte de préalable politique à l'intervention du FMI dix-huit mois plus tard (6).

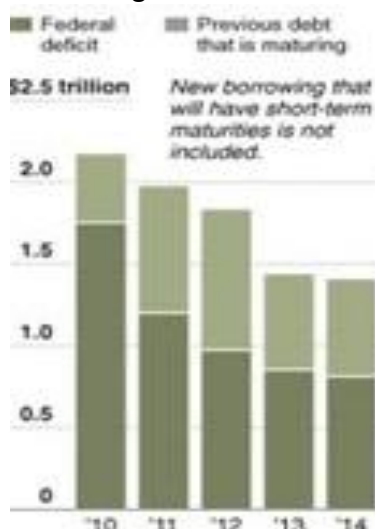
Pour le reste, le gouvernement manipule les indicateurs dans un sens positif afin de créer les conditions d'une victoire (ou d'une défaite maîtrisée). Pourtant, la réalité reste déprimante. Ainsi, l'immobilier britannique est piégé dans une dépression qui empêchera les prix de retrouver leurs niveaux de 2007 avant plusieurs générations (autant dire jamais) selon Lombard Street Research (7). Et les trois partis se préparent à affronter une situation post-électorale catastrophique (8). Selon LEAP/E2020, le Royaume-Uni pourrait connaître une situation « à la grecque » (9), avec la déclaration par les dirigeants britanniques qu'en fait la situation du pays est infiniment pire qu'annoncée avant les élections. Les rencontres multiples, fin 2009, du ministre britannique des finances, Alistair Darling, avec Goldman Sachs constituent un indice très fiable de manipulation en matière de dette souveraine. En effet, comme nous l'écrivions dans le dernier GEAB, il suffit de suivre Goldman Sachs pour connaître le prochain risque de cessation de paiement d'un État.

Besoins de financement du gouvernement fédéral US (2010-2014) (10) (en milliers de milliards USD) – **En foncé : le déficit fédéral / En clair : la dette arrivant à maturité (les futurs emprunts à court terme ne sont pas comptabilisés)** – Sources

qui pourra/voudra soutenir les États-Unis une fois que le détonateur britannique (11) aura été mis à feu, déclenchant la panique sur le marché des dettes souveraines dont les États-

Unis sont de très loin le premier émetteur ?

...the U.S. government also will be borrowing record sums.



D'autant plus que l'ampleur des besoins en matière de dette souveraine se conjugue à l'arrivée à échéance à partir de cette année d'une montagne de dettes privées américaines (immobilier commercial et LBO à refinancer, pour un total de 4.200 milliards USD de dettes privées arrivant à échéance aux États-Unis d'ici 2014 (avec une moyenne d'environ 1.000 milliards USD/an) (12). Par hasard, c'est le même montant que l'émission globale de nouvelles dettes souveraines pour la seule année 2010, dont près de la moitié par le gouvernement fédéral américain. En y ajoutant les besoins de financement des autres acteurs économiques (ménages, entreprises, collectivités locales), c'est donc près de 5.000 milliards USD que les États-Unis vont devoir trouver en 2010 pour éviter la « panne sèche ».

Et notre équipe anticipe deux réponses tout aussi simples :

* pour le Royaume-Uni, le FMI et l'UE peut-être (13) ; et nous allons assister à partir de l'été 2010 à la « bataille de la Banque d'Angleterre » (14) pour tenter d'éviter un effondrement simultané de la Livre sterling et des finances publiques britanniques. Dans tous les cas, la Livre n'en sortira pas indemne et la crise des finances publiques va générer un

plan d'austérité d'une ampleur sans précédent.

* pour les États-Unis, personne ; car l'ampleur des besoins de financement dépassera les capacités des autres opérateurs (FMI compris (15)), et cet épisode entraînera directement, à l'hiver 2010/2011, l'explosion de la bulle des bons du Trésor US sur fond de remontée massive des taux d'intérêts pour financer les dettes souveraines et les besoins de refinancement des dettes privées, entraînant une nouvelle vague de faillites d'établissements financiers. Mais il n'y a pas que les États qui peuvent entrer en cessation de paiement. Une Banque centrale peut aussi faire faillite quand son bilan est composé d'« actifs-fantômes » (16) et la Fed va devoir faire face à un risque réel de faillite comme nous l'analysons dans ce numéro du GEAB. L'hiver 2010 va également être le théâtre d'un autre phénomène déstabilisateur aux États-Unis : le premier grand test électoral depuis le début de la crise (17) où des millions d'Américains vont probablement exprimer leur « ras-le-bol » d'une crise qui dure (18), qui n'affecte pas Washington et Wall Street (19) et qui génère un endettement public américain désormais contre-productif : un Dollar emprunté génère désormais une moins-value de 40 cents (voir graphique ci-dessous).

Évolution de la productivité marginale de la dette au sein de l'économie américaine (en USD) (ratio PIB/Dette 1966-2010) - Sources : Economic Edge, 03/2010

On peut ne pas être d'accord avec les réponses que fournit notre équipe aux deux questions posées ci-dessus. Cependant, nous sommes convaincus que ces questions sont incontournables : aucune analyse, aucune théorie sur l'évolution mondiale des prochains trimestres n'est crédible si elle n'apporte pas de réponses claires à ces deux interrogations : « qui pourra/voudra ? ». De notre côté, nous pensons comme Zhu Min, le gouver-

neur adjoint de la banque centrale chinoise, que « le monde n'a pas assez d'argent pour acheter encore plus de bons du Trésor américains » (20).

Dans ce GEAB N°44, notre équipe a donc décidé de faire le point sur ces risques majeurs pesant sur le Royaume-Uni et les États-Unis et d'anticiper les évolutions des prochains mois, dans le contexte croissant d'une « guerre de velours » entre puissances occidentales (guerre financière, monétaire, commerciale). Et nous dévoilons une série de recommandations pour faire face au double choc des besoins de financement britanniques et américains.

Notes:

(1) C'est le type de contrainte que le Royaume-Uni va devoir s'imposer tout seul après les prochaines élections ou bien via une intervention directe du FMI ; et que les États-Unis sont incapables de s'imposer sans qu'une crise majeure affecte leur dette publique.

(2) Non seulement la peur diffusée à longueur d'interviews d'experts était sans fondement, mais en plus le cas grec a bien servi à pousser la zone Euro à se doter des instruments et procédures qui lui manquaient en matière de gouvernance. Et nous ne mentionnons même pas l'évidente frustration de nombreux commentateurs et experts qui auraient rêvé de voir l'Allemagne refuser sa solidarité et/ou qui faisaient du cas grec la preuve de leurs théories économiques sur les zones monétaires. A ce sujet, l'équipe de LEAP/E2020 souhaite rappeler son opinion : les théories économiques, que ce soit sur les zones monétaires ou sur d'autres sujets, ont autant de valeur que les horoscopes. Elles ne disent rien sur la réalité mais tout sur l'esprit de leurs

auteurs et de ceux qu'ils « ciblent » avec leurs analyses. Une zone monétaire n'existe et ne dure que s'il y a une volonté politique forte et pérenne de partager un destin commun : ce qui est le cas de l'Eurozone. Pour le comprendre, il faut s'intéresser à l'Histoire et non pas à l'économie. Ainsi, pour éviter de répéter à longueur d'articles ses préjugés de baby-boomer et ses dogmes théoriques, un prix Nobel d'économie comme Paul Krugman ferait mieux d'étudier l'Histoire. Cela permettrait aux lecteurs du New York Times et des nombreuses autres publications qui le reprennent dans le monde entier de cesser de se focaliser à tort sur les quelques arbres qui cachent la forêt.

(3) Comme nous l'avons souvent rappelé depuis plus d'un an, il est bien évident que la zone Euro possède aussi des pays qui font face à des besoins de financement très importants et cela contribue justement à créer un environnement difficile pour le refinancement de toute dette publique importante. Or, les deux « champions » toute catégorie en matière de besoins de financement/refinancement sont les États-Unis et le Royaume-Uni.

(4) Nous insistons sur ce fait essentiel : les sauvetages de banques par les États, puis désormais les risques de faillite de ces mêmes États, illustrent le fait que, contrairement au discours lénifiant qui peuplent les médias, l'argent n'est pas disponible en quantités illimitées. Quand tout le monde en a besoin, c'est à ce moment là qu'on s'en rend compte.

(5) Source : [Guardian](#), 30/03/2010

(6) Source : [BBC / National Archives](#), 29/12/2005

(7) Source : [Telegraph](#), 06/04/2010

(8) Source : [The Independent](#), 06/04/2010

(9) C'est après leur victoire électorale que les nouveaux dirigeants grecs ont déclaré que la situation budgétaire du pays était beaucoup plus mauvaise qu'annoncée.

(10) Ces estimations sont fondées sur les anticipations officielles du gouvernement fédéral qui, selon LEAP/E2020, sont beaucoup trop optimistes tant en matière de rentrées fiscales (les rentrées seront plus faibles) qu'en ce qui concerne les dépenses de stimulation de l'économie US (les dépenses seront plus élevées).

(11) Depuis 2006, à travers de nombreux GEAB, nous avons largement explicité les liens structurels entre la City et Wall Street et le rôle de « flotteur » que joue le Royaume-Uni par rapport au vaisseau américain. En l'occurrence, la défiance vis-à-vis de la dette de Londres déclenchera de manière irréversible une défiance vis-à-vis de Washington.

(12) Source : [Brisbane Times](#), 15/12/2009

(13) Peut-être, car il n'y a aucun mécanisme de solidarité financière qui s'impose dans l'UE, surtout pour un pays qui refuse depuis des décennies tout engagement contraignant avec ses partenaires européens. Le « [splendide isolement](#) » peut devenir un terrible piège quand le vent

tourne. Reste donc le FMI ... dont Gordon Brown était étrangement si préoccupé de remplir à nouveau les caisses l'année dernière !

(14) Et à la différence de [la bataille d'Angleterre](#) (06/1940 - 10/1940) qui vit les pilotes de la RAF, assistés du radar, empêcher l'invasion nazie des îles britanniques, les « pilotes » des établissements financiers de la City, assistés de l'Internet, contribueront à aggraver le problème en fuyant vers l'Asie et l'Eurozone.

(15) LEAP/E2020 avait indiqué début 2009 qu'une fois passé l'été 2009 il serait impossible de canaliser la crise. L'année dernière, les besoins de financement US étaient encore dans la gamme des interventions possibles d'un FMI recapitalisé à hauteur de 500 milliards USD (suite au G20 de Londres). Outre le fait que cette somme n'est plus disponible

dans son intégralité puisque le FMI a dû déjà déboursé plus de 100 milliards USD d'aide aux pays les plus gravement touchés par la crise, cette année, la mobilisation de ce montant ne représenterait que 10% des besoins de court terme des États-Unis ; autant dire une goutte d'eau.

(16) Comme l'ont démontré les informations enfin communiquées par la Fed sur l'état de son bilan. Sources : [Huffington Post](#), 22/03/2010 ; [Le Monde](#), 06/04/2010

(17) L'élection présidentielle de 2008 a été concomitante avec la perception qu'une crise commençait. En Novembre 2010, les électeurs exprimeront leurs opinions après deux pleines années de crise. C'est une grande différence.

(18) A la différence de ce que proclament Wall Street et Washington,

la crise est toujours là et les PME américaines sont de plus en plus pessimistes. Un détail très utile pour comprendre les statistiques US : elles ignorent généralement les PME dans l'établissement de leurs différents indicateurs. Quand on sait qu'aux États-Unis aussi, les PME constituent le socle de l'économie, cela relativise fortement la valeur de ces statistiques (même non manipulées). Source : [MarketWatch](#), 13/04/2010

(19) Pour évaluer l'ampleur du problème socio-politique américain, ce n'est pas tant le rapport de force Démocrates/Républicains qui va être intéressant à suivre, mais l'évolution des extrêmes au sein de ces deux partis et le développement de tout ce qui se situe hors des deux partis.

(20) Source : [Shanghai Daily](#), 18/12/2009

Jeudi 15 Avril 2010



<http://www.communiste-bolchevisme.net/>

APERÇU SUR LE MARXISME

suite

3° Avec la chute de l'URSS, le communisme n'a-t-il pas échoué ?

C'est ce qu'affirme la bourgeoisie, cette même bourgeoisie qui estime que sa « démocratie », elle, « fonctionne » ! A quel prix : labeur abrutissant, chômage, misère, guerres de rapine (brigandage impérialiste) sont le lot quotidien de *milliards* d'êtres humains ! Mais il est vrai que pour quelques *dizaines de millions* d'exploiteurs privilégiés, le capitalisme fonctionne réellement « à merveille » !

En face de ce constat, quelles sont les réalisations économiques et sociales du socialisme ?

A la tête des communistes russes, Lénine a conduit la révolution socialiste d'Octobre. En 1917, pour la première fois, les travailleurs d'un pays ont retourné victorieusement leurs armes contre les exploiters. Ils se sont alors constitués en nation.

Il faut d'abord souligner que jusqu'à présent les pays où le socialisme a triomphé ont été des pays arriérés économiquement, qui avaient hérité un grand retard de siècles de domina-

tion étrangère. De plus, au moment du triomphe des communistes, la bourgeoisie internationale a tout fait pour détruire par les armes les premiers îlots du socialisme triomphant.

Non seulement des difficultés intérieures inouïes se posèrent par exemple aux communistes russes (un pays qui sortait à peine du Moyen-âge et ruiné par des années de guerre mondiale), mais encore fallut-il rapidement faire face à l'intervention armée de la bourgeoisie internationale coalisée en 1918-1921 (la campagne churchillienne des 14 États).

Lénine souligna que cette intervention avait à moitié rempli son office : elle ne permit pas d'écraser par les armes le communisme naissant, mais elle empêcha les communistes d'entreprendre directement un travail pour organiser l'économie socialiste et démontrer la supériorité économique et sociale de la société nouvelle sur le capitalisme. Les années 1921-1927 furent donc employées principalement à relever l'économie sinistrée, à limiter la croissance des éléments capitalistes à la campagne (koulaks).

Tous ces facteurs intérieurs et extérieurs ont rendu la tâche plus difficile aux travailleurs soviétiques dans leur lutte pour construire une société nouvelle, affranchie de l'exploitation.

Il a ainsi fallu une dizaine d'années (1917-1927) à l'URSS pour qu'elle rétablisse le niveau de production d'avant-guerre (celui de 1913). Ensuite seulement, l'économie socialiste pu donner toute la mesure de sa puissance et de son efficacité. Staline permit à l'URSS de faire un immense pas en avant : contre les trotskistes et les capitulards, il défendit la thèse de Lénine selon laquelle à l'époque de l'impérialisme, la révolution aurait d'abord lieu dans un nombre restreint de pays tandis que l'immense majorité des pays resterait capitaliste, et que même dans ces conditions hostiles, il était possible de progresser sur la voie du socialisme. Les plans quinquennaux soviétiques d'avant guerre (1928-1932 ; 1933-1937) firent décupler la puissance de l'industrie soviétique (908 % du niveau de 1913 en 1938).

« La principale raison qui nous a permis une telle accumulation de capitaux, est dans le fait primordial que chez nous le gaspillage du revenu national, tel qu'il se pratique dans les pays capitalistes, n'existe pas. Nous avons liquidé les classes parasites qui dans tous les pays capitalistes consomment improductivement

une portion énorme du revenu national... Nous ne faisons pas de politique impérialiste... Nous n'avons pas d'anarchie dans la production sociale. Toutes nos ressources sont affectées presque exclusivement au financement de l'édification économique et culturelle... »⁶

A la fin du premier plan quinquennal (1928-1932), outre la progression vertigineuse de l'économie en URSS, les travailleurs soviétiques ne connaissaient plus le chômage. La bourgeoisie urbaine, mais aussi la bourgeoisie rurale (les koulaks – paysans riches exploitant de la main d'œuvre salariée sur leurs terres) avaient été battues et n'occupaient plus que des postes secondaires de l'économie. L'industrie lourde produisit en quelques années des centaines de milliers de tracteurs que l'État soviétique utilisa pour engager la paysannerie pauvre et moyenne sur la voie du socialisme à travers la collectivisation des terres. Le bien-être matériel et culturel des travailleurs de la campagne et de la ville augmenta rapidement. Un peuple hier encore pauvre et analphabète devint prospère et cultivé. L'analphabétisme disparût, le chômage fut vaincu. La journée de 7 heures fut instaurée dans toute l'industrie (6 heures dans les industries les plus pénibles), le salaire moyen des ouvriers tripla entre 1929 et 1938. L'émulation socialiste prit de vastes proportions maintenant que les travailleurs travaillaient pour l'amélioration de leur propre bien-être et pas pour celui d'exploiteurs. L'incertitude du lendemain disparut chez les travailleurs.

Il fut prouvé à la face des exploiters du monde entier que les travailleurs étaient non seulement capables de détruire le capitalisme, mais de construire un monde nouveau, *prospère et débarrassé de l'exploitation*. Cette démonstration pratique donna une immense impulsion au développement et au renforcement du mouvement communiste international.

Telle fut la portée internationale du premier plan quinquennal stalinien.

Ce travail de construction pacifique fut cependant interrompu par les secousses qui ébranlaient les bases du capitalisme : la crise économique mondiale de 1929-1933 puis celle de 1937-1938 démontrèrent toujours plus aux yeux des exploités du monde entier la putréfaction de la société capitaliste, son incapacité à assurer même le pain de ses esclaves. L'économie soviétique progressait telle une locomotive lancée à toute vapeur, tandis que le monde capitaliste en crise jetait des dizaines de millions de travailleurs au chômage et piétinait. Un seul exemple : après être remonté à 92 % de son niveau de 1929 en 1937, le volume de la production industrielle des USA chuta à 72 % de son niveau de 1929 en 1938 (66 % en 1933). La crise agraire menaçait l'ordre capitaliste dans ses fondements : la paysannerie pauvre et moyenne se persuadait toujours plus de la nécessité de s'allier à la classe ouvrière dans la lutte contre l'exploitation. Dans ce contexte, la bourgeoisie opta souvent pour le fascisme : dès que la révolution socialiste et la voie des masses se fit trop menaçante, il fallut aux exploiters recourir aux formes terroristes de gouvernement, à la *dictature ouverte* du Capital (le fascisme), aux guerres de rapine.

A ce moment, non seulement la bourgeoisie internationale n'osait plus parler « d'inefficacité de l'économie socialiste », mais confrontée au séisme de la crise économique mondiale de 1929-1933 et à sa réplique (1937-1938), elle prétendit être en mesure de « copier » le développement planifié de l'économie socialiste ! (En vain, évidemment : il ne ressortit du keynésianisme – si consciencieusement appliqué par les régimes fascistes – que le militarisme et l'expansionnisme qui engendrèrent la Seconde Guerre Mondiale).

Dans les années 1936-1939, la possibilité d'une intervention étran-

gère contre l'URSS était devenue une menace permanente. L'URSS, était consciente du danger qui menaçait. L'URSS qui voyait les impérialistes américano-anglo-français faire concession sur concession à Hitler dans le but de le faire pousser vers l'Est soviétique, proposa la création d'un front anti-fasciste. Les puissances "démocratiques" ne donnèrent pas suite à cette proposition. De même la « drôle de guerre » par laquelle les capitalistes anglo-français donnaient en fait carte blanche à l'impérialisme nazi pour ouvrir les hostilités contre l'URSS, s'inscrivait dans cet anti-soviétisme.

Les communistes soviétiques parvinrent toutefois à déjouer la création d'un front uni mondial anti-communiste. Les puissances fascistes, pour surmonter la crise économique qui les tenaillaient, entreprirent une redistribution du gâteau colonial en tentant d'abord d'asservir d'autres puissances impérialistes. C'est ainsi qu'éclata la Seconde Guerre Mondiale impérialiste. Puis, renforcées du potentiel économique des pays assujettis, elles entreprirent une guerre de destruction contre l'URSS. C'est alors qu'une alliance temporaire avec les impérialistes anglo-américains devint possible. Cette entente, comme allait le démontrer le déroulement du conflit était cependant fragile, le gros de l'effort de guerre reposant sur l'URSS à qui revient 80 % des pertes en hommes et matériel de l'Allemagne nazie et de ses alliés. Malgré les immenses destructions qu'elle infligea à l'URSS, la Blitzkrieg échoua, elle ne parvint pas à rompre l'amitié qui unissait les peuples de l'URSS. Les travailleurs soviétiques en arme défendirent victorieusement les conquêtes du socialisme contre l'invasion fasciste. Cette guerre coûta la vie à plus de 17 millions de soviétiques civils et militaires. Les destructions matérielles se chiffèrent à 679 milliards de roubles. Sur les territoires occupés, tout était à recons-

truire : les milliers de villes et villages incendiés comme l'industrie et l'agriculture dévastées (1 710 villes, plus de 70 000 villages, 31 850 entreprises industrielles, 98 000 kolkhoz, 1 876 sovkhoz, 2 890 S.M.T.). En trois années (1945-1947), tout fut pourtant remis sur pied.

Comme bilan géopolitique du conflit, on peut souligner le renforcement de l'hégémonie de l'impérialisme américain : en 1946, les USA étaient le seul pays capitaliste à avoir augmenté le volume de sa production industrielle (+ 50 % par rapport au niveau de 1937). La production industrielle des pays vaincus (Allemagne, Japon, Italie) et occupés ou soumis aux destructions (Angleterre, France) était toujours inférieure à celle d'avant-guerre (variant de 30 % à 95 % de leur niveau de 1937). Au prix d'immenses destructions en homme et en capital fixe, le capitalisme était parvenu à surmonter provisoirement les crises des années 1930. Après 1946, les USA ne parvinrent à maintenir leur niveau de production industrielle qu'en militarisant toujours plus l'économie, en perpétuant des guerres de rapine dans les pays coloniaux qui tentaient de s'affranchir du joug colonial. Ce fut le prix de la "croissance" de l'économie impérialiste ! Et quelle croissance !

De 1946 à 1955, la production industrielle de l'ensemble du monde capitaliste augmenta de 80 % (53 % pour les USA), soit une augmentation de 85 % par rapport à son niveau de 1929 (134 % pour les USA). La production industrielle soviétique, elle, augmenta de 340 % entre 1946 et 1955, soit une augmentation de 1949 % par rapport à son niveau de 1929. Entre 1929 et 1955 la production industrielle de la France de l'Angleterre, des USA et de l'URSS augmenta à des rythmes annuels respectifs de 0,9 %, 2,4 %, 3,3 % et 12,3 % (contre 2,5 %, 3,5 %, 2,8 %

et 18 % si l'on excepte les années de guerre 1939-1945).

Dans l'immédiate après guerre (1948-1952), la croissance de la production industrielle des USA et de l'URSS était respectivement de 4,1 % et 18,0 %. L'URSS rattrapait donc à grandes enjambées le pays impérialiste le plus puissant.

Pourquoi l'URSS est-elle alors tombée, alors que les principales difficultés avaient été vaincues ? (Sur le plan militaire, ce n'est ni en 1919-1921, ni en 1941-1945 que l'URSS ne s'est effondrée ; sur le plan économique, ce n'est ni durant les années 1920 de la NEP – où les communistes russes devaient se rendre maîtres de l'économie du pays –, ni durant le mouvement de collectivisation des campagnes des années 1930 !) Pourquoi alors le capitalisme occupe-t-il aujourd'hui à nouveau la totalité du globe ?

Pour comprendre ce qui s'est produit en URSS, il est nécessaire de bien comprendre ce qu'est le socialisme, dans ses principales implications économiques, politiques et sociales.

Dans son ouvrage majeur, *Le capital*, Marx démontrait que la marchandise était la *structure de base de la production capitaliste* et donc de la société bourgeoise. Nombre de prétendus communistes qui n'ont rien compris de cette démonstration – les connaissances élémentaires en économie politique marxiste leur faisant *totale*ment défaut, puisque "acquises" superficiellement, de manière dogmatique (citationnisme) – affirment qu'en URSS sous Staline, la circulation marchande était toujours dominante, et qu'en somme, le travail restait donc toujours du travail salarié. Mais qu'entendait Marx par *marchandise* ? Par *marchandise*, Marx avait en vue *le produit du travail salarié*, donc du travail exploité : or tout produit du travail humain n'est pas marchandise (Marx citait le cas de la production du paysan individuel vivant en quasi-

autarcie et produisant surtout pour sa propre consommation). La marchandise existait avant le capitalisme, soulignait Marx – en effet les sociétés esclavagistes ou féodales connaissaient les échanges marchands –, mais ce n'est que sous le capitalisme qu'elle règne sans partage et qu'elle devient l'expression de tout travail humain. La *marchandise* renferme en elle-même le *germe* du *travail salarié*, exploité par autrui (en l'occurrence celui qui détient les moyens de production – la terre dans le cas de propriétaires fonciers et les usines dans le cas de la bourgeoisie) ; la production marchande prise dans son ensemble contient donc un quantum de *travail nécessaire* et un quantum de *sur-travail*. C'est pourquoi le but de la production *marchande* est la *production de profit*, l'extorsion de la plus-value que renferme l'usage de la force de travail humaine.⁸

Toute autre définition de la marchandise est fautive et n'aboutit qu'à l'*éternalisation* de la catégorie *marchandise* – toute production étant forcément de type marchand dans l'imaginaire des économistes bourgeois et des pseudo-marxistes –, mais cette « *divination* », comme l'aurait appelée Marx, **sert uniquement à salir le socialisme réel (en URSS sous Staline)** ainsi qu'à cacher l'exploitation aux travailleurs et à proclamer le capitalisme horizon indépassable !

Maintenant se posent trois questions fondamentales pour comprendre le mécanisme objectif de restauration du capitalisme : 1° La production marchande subsistait-elle en URSS ? (Et si oui sous quelles formes ?) ; 2° Comment cette production marchande a-t-elle été finalement étendue à l'ensemble de la société soviétique ? (Et quelles en ont été les conséquences ?) En quoi consistait donc réellement la prétendue restauration du capitalisme de 1991 ?

En réponse à la première question :

Deviens *marchandise*, non pas tout produit du travail humain destiné à être échangé – présupposé de l'économie politique petite-bourgeoise qui aboutit par un chemin détourné à cette même *éternalisation* de la catégorie *marchandise* –, mais le produit du travail individuel : en d'autres termes la comparaison de valeurs d'usages en vue de leur conversion en valeurs destinée à être échangées sur le « libre marché » et à engendrer un *profit*, ce *profit* n'étant pas assimilable à *tout surplus* de l'activité humaine.

Durant les premières années du pouvoir soviétique, celles de la NEP, l'économie paysanne individuelle – marchande – l'emportait en terme de volume sur l'économie socialiste (grande industrie nationalisée). Avec la réalisation victorieuse du premier plan quinquennal, la tendance s'inversa : l'industrie l'emportait désormais sur l'agriculture et à *sa suite* l'agriculture collective sur l'agriculture individuelle.

Lénine soulignait déjà l'ambivalence du paysan, préférant la dictature du prolétariat à la dictature de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers parce que travailleur (et qui avait donc pu soutenir les bolcheviks en 1917), mais aussi capable de tourner le regard vers derrière parce que producteur de marchandises et recherchant donc la liberté du marché, donc porté vers le capitalisme. La solution, pour faire de la paysannerie un soutien au socialisme, c'était d'abord de lui donner la terre, c'était ensuite de l'entraîner sur la voie du socialisme à l'aide de la grande production mécanisée et du travail de la terre en commun.

Dans l'industrie, le travail salarié avait été liquidé dès les premières années de pouvoir soviétique (la propriété privée des moyens de production étant depuis longtemps abolie et la répartition des produits du travail effectuée selon le travail fourni), tandis qu'à la campagne, la sphère d'action des échanges marchands

était réduite (propriété kolkhozienne collective des principaux moyens de production, propriété de l'État pour les Stations de Machines et de Tracteurs).

En URSS, les principaux moyens de productions de l'économie ne circulaient plus comme marchandises, excluant dès lors l'appropriation privée de ceux-ci – ceci est vrai aussi longtemps que s'exerçait un contrôle populaire sur les responsables de l'État et de l'économie et qu'une partie du produit social ne pouvait être détournée par ces administrateurs.

Quant aux laïus rebattus sur le « capitalisme d'État soviétique » qui reviennent comme un refrain dans les bouche des révisionnistes – depuis les eurocommunistes aux maoïstes repentis en passant par les trotskistes – il suffit de rappeler que Lénine et Staline rattachaient son existence à celle de *concessions* accordées aux capitalistes, ne supprimant de ce fait pas l'exploitation salariée. Et Staline de conclure au sujet du capitalisme d'État : « On voit déjà clairement que nous ne sommes en face d'aucun élément socialiste » !⁹

Concernant les échanges marchands, il faut d'abord rappeler cette évidence que sous le socialisme, le commerce est déjà une *autre sorte* de commerce, un commerce sans capitalistes ni spéculateurs, qui n'est déjà plus le commerce sordide qui a cours sous le régime de capitaliste : c'est-à-dire le commerce de marchandises produites par les esclaves salariés, ayant pour but *l'extorsion de la plus-value* que renferme l'usage de leur force de travail.

Dans les dernières années de sa vie, Staline a approfondi les questions essentielles de l'économie politique du socialisme, enrichissant la théorie du socialisme scientifique. Dans son ouvrage *Cinq conversations avec les économistes soviétiques*, Staline fournissait la démonstration que le *profit* est le surplus dégagé par une activité humaine *exploitée*, où le producteur est séparé

de la propriété des moyens de production. Sous le socialisme, un surplus du travail persiste certes – ce qui autorise les économistes bourgeois à continuer de parler de « profit » !

Pourtant, ces savants ne font qu'étaler leur ignorance de l'économie politique. La propriété privée des moyens de production étant supprimée sous le socialisme, le travail n'est plus une *marchandise* dont il est nécessaire de baisser le coût pour augmenter les *profits* d'une minorité exploiteuse. Le *travail salarié* disparaît, bien que la rémunération des travailleurs revête extérieurement la forme d'un salaire. Sans quoi, il faudrait admettre que les travailleurs se salarient eux-mêmes ! Il n'y a plus de travail ni de sur-travail, puisque le « sur-travail » sert à l'extension des services sociaux (santé, éducation, crèches, construction de logements locatifs, transports en commun, etc.), à l'élargissement de la production et profite donc au bien-être matériel et culturel présent et futur des travailleurs. Le terme de *profit* n'est donc pas adapté, puisque que le *surplus du travail* a désormais acquis un contenu totalement différent : celui d'un excédent du travail qui a la valeur d'un revenu net et qui ne revient pas à l'exploiteur mais qui « est utilisé pour augmenter le bien-être du peuple, renforcer la défense etc. Le surtravail est transformé. » **10**

Comment ne pas voir que le produit du travail était devenu selon la très judicieuse expression de Staline, « une autre sorte de marchandise ». La propriété privée des moyens de production et donc l'exploitation supprimée, les produits du travail de la classe ouvrière avaient déjà cessé d'être des *marchandises*. Pourquoi le produit du travail conservait-il alors la forme marchande ? Pourquoi la circulation monétaire subsistait-elle ?

Staline a très clairement répondu à ces questions : la propriété d'État représente la forme la plus élevée de propriété sociale sous le socialisme

tandis que la propriété kolkhozienne de groupe, basée sur l'artel (propriété commune des principaux moyens de production tolérant l'existence d'un lopin individuel de surface réduite) représente une forme de propriété certes socialiste, mais ayant un caractère transitoire, puisqu'encore basée sur l'échange marchand. C'est donc l'existence de cette forme de propriété qui fait d'une nécessité objective le maintien des rapports d'échange marchands sous le socialisme – tout au moins durant la première phase de sa construction : l'expropriation des exploiters de la ville et de la campagne, la liaison de l'industrie et de l'agriculture sur la base de la grande culture mécanisée en commun –, et c'est seulement avec la transformation de la propriété kolkhozienne en propriété d'État (c'est-à-dire en propriété de tout le peuple) que l'on peut envisager l'échange direct des produits de l'économie socialiste.

Cependant, même dans le cas de l'artel, il est parfaitement juste – comme le faisait Staline – de parler de la production d'une *autre sorte de marchandise* : les kolkhoziens n'étaient pas plus exploités que les ouvriers soviétiques, eux qui avaient reçu dès le début des années 1930 toute l'aide de la classe ouvrière, eux qui étaient passés en moins d'une décennie de la culture individuelle primitive utilisant de vieilles araires en bois à la grande culture mécanisée en commun, eux qui avaient échappé au douloureux exode rural – signe de la ruine des masses paysannes laborieuses au profit de paysans riches exploitant des salariés agricoles sur de grandes étendues de terre – qui caractérise inévitablement le pénible chemin de l'intensification de l'agriculture sous le régime capitaliste **11**

Quelle preuve plus convaincante de l'inexistence du travail salarié dans l'URSS de Staline que ces indices objectifs que sont l'absence de *chômage*, d'*inflation* et de *crises économiques*, c'est-à-dire par la *réa-*

lisation harmonieuse de cette *autre sorte de marchandise*, qui n'est déjà plus à proprement parler une *marchandise*, mais qui n'est pas encore l'*échange direct* qui aura pour seule mesure le travail, une fois le produit du travail complètement débarrassé de son caractère fétiche : l'argent ; ce qui suppose non seulement la socialisation la plus complète de l'appareil productif, mais également un degré des plus élevés de productivité du travail social, permettant l'abondance de produits et l'accession à l'horizon « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » **12**

« La plus grande difficulté pour les capitalistes est la réalisation du produit social, la transformation de la marchandise en argent. Avec nous la réalisation se fait facilement, sans à-coup. » **13**

En réponse à la deuxième question :

Immédiatement après la mort de Staline, la ligne de développement de l'économie – basée sur le développement prioritaire de l'industrie lourde et particulièrement la production des moyens de production – fut en fait remise en cause. Quelle est l'importance économique et sociale de cette orientation ? Simplement que du développement prioritaire de l'industrie lourde et de la production des moyens de production, dépend l'essor de l'industrie légère et de l'agriculture entières : si l'on augmente la part du produit social destiné à la production des biens de consommation, on réduit nécessairement la part du produit social destiné à la production des moyens de production – extraction minière, sidérurgie, énergétique, transports, machines agricoles (autant de branches clefs dont le développement conditionne celui de l'économie toute entière) – et donc à une extension future plus importante de l'industrie légère et de l'agriculture. C'est pourquoi une *augmentation relative* de la part de l'industrie légère à court terme en-

traîne inévitablement une *baisse absolue* des rythmes de son développement à long terme.¹⁴ En d'autres termes, cette priorité économique reflète les intérêts du prolétariat au pouvoir.

La nouvelle direction révisionniste opéra ce changement bien avant le rapport de Khrouchtchev au XXème Congrès du PCUS en 1956. Si l'on prend la période 1927-1952 (excepté les années de la seconde Guerre Mondiale), on remarque une stabilité exemplaire des rythmes de la croissance industrielle : la croissance moyenne annuelle étant de 18 % sur une aussi longue période, et ce *tant* pour les années 1927-1940 que pour les années 1946-1952 (aux USA, pendant cette dernière période, la croissance industrielle, bien qu'elle fût dopée par la militarisation de l'économie, ne fut que de 4,1 % !). A partir de quand observe-t-on un infléchissement de la croissance industrielle soviétique ? A partir de 1953. La croissance annuelle moyenne de la production industrielle ne fut que de 14 % pour les années 1953-1955, 10 % pour les années 1958-1961 et 8 % pour les années 1965-1970 !

Avec la prise du pouvoir par les révisionnistes khrouchtchéviens, l'économie soviétique fut engagée dans une voie sans issue : celle du capitalisme.

Les observateurs bourgeois les plus éclairés avaient très bien su percevoir les prémisses de ce changement majeur : l'un deux¹⁵ soulignait ainsi dès 1954 les nombreux « changements positifs » introduits par la direction Malenkov. Parmi ceux-ci, il insistait – sur le plan économique – sur l'abandon de la priorité donnée au développement de la production des moyens de production au profit de l'accroissement de la production (et des importations !) de biens de consommation, l'abandon des grands projets staliniens de transformation de la nature (plantation de bandes de protection forestières, afforestation

des sables, etc.) qui préfiguraient le développement d'une agriculture intensive, intégrée à l'environnement naturel et donc totalement maîtrisée – telle qu'elle a pu être édifiée en Albanie socialiste –, au profit de projets jugés « plus réalistes », l'abandon du projet des agrovilles qui devaient permettre le perfectionnement des rapports de production socialistes à la campagne ainsi que la réduction des disparités entre le développement des villes et des campagnes. Sur le plan politique notre auteur souligne les attaques plus ou moins indirectes de la « nouvelle direction collective » contre l'héritage stalinien : depuis les claironnements au sujet de la « nouvelle direction collective » et de la restauration de la « légalité socialiste », en passant par la campagne anti-américaine beaucoup plus « soft » (préfigurant la « coexistence pacifique » et le rapprochement avec l'occident capitaliste), jusqu'à la libération de prisonniers politiques (dont ceux liés à l'organisation bourgeoise-sioniste pro-américaine « Joint ») et à l'expurgation du plus populaire ouvrage de Staline : *L'histoire du PCUS (b)*. Dans le domaine des arts et de la culture, les « réformes » ne furent pas en restes : « Staline était à peine enterré que consigne fut donnée aux entrepreneurs de spectacles d'amuser davantage et de moraliser moins »¹⁶, nous rapporte Henri Shapiro qui précise un peu plus loin que Staline mort, Jdanov et le réalisme socialiste étaient comme entrés en disgrâce. Autrement dit, on substitua au mot d'ordre prolétarien « les arts et la culture doivent être une arme des masses travailleuses dans leur combat pour la construction du socialisme » la conception bourgeoise de la culture qui pourrait se résumer à « panem et circenses » [du pain et des jeux], c'est-à-dire divertir les travailleurs pour les endormir et les tromper. Parallèlement au changement de la base économique, les arts,

la culture et le mode de vie bourgeois prirent ainsi une vaste extension dans la société soviétique.

Toutes ces attaques trouveront leur **aboutissement logique dans le rapport présenté en 1956** par Khrouchtchev : la répudiation des excès du « culte de la personnalité » ne servait qu'à masquer **l'officialisation de la nouvelle ligne économique et politique révisionniste**. L'erreur de Khrouchtchev – soucieux d'enterrer définitivement tout ce qui rappelait l'époque de Staline –, fut de pousser la critique de Staline jusqu'à un point où elle en devenait grotesque, à un point où elle perdait toute crédibilité, notamment le déni de ses mérites essentiels dans les grandes réalisations économiques et sociales des trois décennies passées sous sa direction.

Dans l'industrie, les administrateurs furent soustraits au contrôle populaire et ouvrier (les purges) sous prétexte de mettre fin à la « période de terreur stalinienne ». Faisant allusion à Staline, Khrouchtchev assura ainsi que désormais « plus personne n'oserait terroriser le Parti », mais en profita pour retirer de la constitution soviétique l'article qui autorisait les électeurs soviétiques à démettre de ses fonctions un député incompetent ou corrompu.¹⁷ Il n'existait dès lors plus de contrôle populaire réel sur l'appareil d'État et de l'économie. Cet événement marque la fin du régime de dictature du prolétariat en URSS et le triomphe définitif d'une bureaucratie qui détenait désormais les rennes du pouvoir : État, économie, armée.¹⁸

Les bureaucrates dès lors inamovibles et assurés de tranquillité, n'hésitèrent désormais plus à s'arroger hauts traitements et privilèges, détournant une partie croissante du produit social : ils se constituèrent alors comme une nouvelle classe exploiteuse à *part entière*. Le travail redevint ainsi une *marchandise*. Ce détournement du produit social conditionna l'apparition de déséquilibres

entre production et consommation. Très caractéristique de ce déséquilibre est l'augmentation des ventes à crédit : entre 1960 et 1967 la part des marchandises vendues à crédit passa de 1,8 % à 5,7 %. Aujourd'hui, même les historiens anticomunistes trotskisans les plus sérieux admettent que la mort de Staline a signifié l'émancipation et l'épanouissement de la bureaucratie :

« La situation change profondément dans la période poststalinienne : encore marquée, au début, par les traditions plébéiennes et rurales du pays, la bureaucratie devient au cours des années 1950-1960 une bureaucratie pleinement urbaine dans une société elle aussi urbanisée. Dans ses échelons supérieurs, elle est désormais une puissance solidement établie et farouchement retranchée sur ses positions. Cette émancipation est un des traits fondamentaux de toute la période poststalinienne, car c'est bien la bureaucratie de l'État et du Parti qui a mis fin aux pratiques arbitraires qui, sous Staline, rendaient sa situation si précaire. Le stalinisme est remplacé par un modèle totalement bureaucratique qui, très vite, acquiert un quasi-monopole sur tous les postes stratégiques du pouvoir. » En bref « la bureaucratie qui dirigeait l'État en était pratiquement devenue la propriétaire ». (Moshe Lewin, *Le siècle soviétique*, Fayard – Le Monde Diplomatique, Paris, 2003, p. 430.)

Ainsi prit fin la dictature du prolétariat en URSS, ainsi fut renversé le socialisme, non pas en 1991, mais dès la deuxième moitié des années 1950.

À la campagne, les fermes collectives devinrent propriétaires des Stations de Machines et de Tracteurs dès 1958, convertissant les kolkhozes de propriété socialiste de groupe en propriété coopérative de type capitaliste. La circulation marchande des moyens de production y fut restaurée, et donc à sa suite la propriété privée des moyens de production.

Dans toute l'économie, l'efficacité des investissements productifs baissa, des disproportions apparurent, les objectifs du Plan devinrent toujours plus vagues et flous, leur réalisation illusoire. Les effets de la restauration des mécanismes économiques du capitalisme furent imparables : au lieu de combler le retard sur les pays impérialistes les plus puissants, puis de les dépasser, l'économie soviétique se mit à connaître les plaies du capitalisme. Le chômage réapparut, les rythmes de croissance de l'économie décélérèrent rapidement, le taux de natalité chuta (de 5,5 ‰ à la campagne pour la période 1961-1965 ; de 8,5 ‰ pour l'ensemble de l'URSS en 1966 par rapport à 1950), le taux de mortalité infantile augmenta (+ 5,0 ‰ pour la période 1971-1975), on observa la résurgence de problèmes d'oppression nationale provoqués par le changement de caractère des relations entre le centre et les régions périphériques, l'exode rural et le dépeuplement des campagnes sévirent, freinant le développement de l'agriculture : l'URSS autrefois exportateur de céréales, dut bientôt en faire importer des USA et du Canada. Dans le domaine des transports, la juste orientation donnée au développement prioritaire du transport ferroviaire – plus judicieux tant d'un point de vue économique qu'écologique – fut abandonnée, conséquemment au développement anarchique de l'économie : le transport ferroviaire qui représentait 85 % du transport de marchandise en 1940 n'en représentait plus que 56 % en 1979, tombant ainsi en dessous de son niveau de 1913 (60 %). Dans le domaine social et culturel, la réduction de l'alcoolisme et la liquidation de l'analphabétisme qui avaient marqué la période socialiste firent place à des reculs. Concernant l'émancipation matérielle et culturelle de la femme, un recul semblable s'est rapidement manifesté : la participation des femmes au travail pro-

ductif baissa, leur proportion passant de 64 à 56 % dans les kolkhozes entre 1950 et 1961 ; de 49 % à 41 % dans le secteur d'État de l'agriculture entre 1950 et 1958 ; de 47 % à 45 % dans le total des ouvriers et des employés durant la même période et enfin de 53 à 45 % dans les effectifs des étudiants de l'enseignement secondaire et supérieur entre 1950-1951 et 1960-1961.

L'agriculture qui avait été utilisée comme leitmotiv par Khrouchtchev et qui avait semblé progresser durant le sixième quinquennat piétinait en fait durablement devant des difficultés grandissantes : la production céréalière qui avait augmenté de 58 % durant la période 1929-1949 malgré les ravages dus à l'occupation fasciste (1941-1945) – le « bournier » dans lequel Staline était censé l'avoir plongée... – n'augmenta que de 46 % durant la période 1952-1987. Le rythme de croissance industrielle diminua de moitié entre 1952 et le milieu des années 1960. De graves déséquilibres apparurent dans le développement de l'économie. À partir du milieu des années 1970, le marasme dans lequel les révisionnistes avaient plongé l'économie soviétique était tel que le revenu national soviétique augmentait désormais *moins vite* que celui des USA !¹⁹ « Rattraper et dépasser les USA ». Ce mot d'ordre ne vient pas de Khrouchtchev, comme certains "marxistes-léninistes" voudraient le faire croire, mais de Lénine et Staline. Alors même que la reconstruction économique de l'URSS n'en était qu'à ses balbutiements, Lénine fixait déjà cette tâche de « rattraper les principaux pays capitalistes au point de vue économique », ajoutant que ce qui était déterminant pour la victoire définitive du socialisme, c'était en définitive le degré de productivité du travail social.

Les révisionnistes, en fidèles défenseurs de l'obscurantisme bourgeois en matière d'économie politique, ne virent que le combat pour la

productivité et oublièrent l'avertissement de Staline : oui nous recherchons la hausse du produit social et de la productivité du travail, mais pas de n'importe quelle manière, seulement en s'appuyant sur la croissance des formes socialistes d'économie. Que de différence avec les conceptions économistes des révisionnistes pour lesquels selon le mot de Deng Xiaoping : « Qu'importe que le chat soit blanc ou noir, pourvu qu'il attrape les souris » !

Emportés dans leur logique économiste, les révisionnistes estimèrent ainsi que ce qui manquait au socialisme était en somme le « défaut de responsabilisation » et le « manque d'initiative » de la base, induits par la planification centralisée. En quoi consistèrent donc les « réformes » introduites ? Principalement en une large décentralisation de l'appareil productif – industriel comme agricole –, non pas dans le sens positif de sa meilleure répartition sur les vastes territoires de l'URSS et du développement économique prioritaire des régions périphériques arriérées comme il avait été question jusqu'ici, mais dans le sens de son affranchissement vis-à-vis de la direction planifiée centralisée. Les entreprises industrielles devinrent ainsi propriétaires des moyens de production – ne reversant plus à l'État qu'un impôt sur le bénéfice – et acquérant une totale autonomie comptable leur laissant le loisir de disposer des fonds d'investissements comme des revenus de l'entreprise.

Ces « réformes » rendirent évidemment caduque toute véritable planification de la production et la loi de la valeur redevint ainsi la loi régulatrice de l'ensemble de l'économie soviétique, exerçant son influence sur toutes les sphères de la société soviétique.

Mais en quoi consiste la *loi de la valeur* ? Quelle est son action sous le capitalisme ? Comment agit-elle sous le socialisme ?

La loi de la valeur est la loi régulatrice de la production marchande. Elle établit l'équivalence entre les *valeurs d'usage* (d'utilité) des différentes marchandises et les ramène à une mesure commune : la *valeur d'échange*, fétichisée et symbolisée par *l'argent*.

On a montré que la valeur d'une marchandise se ramenait en définitive à la quantité de travail cristallisé en elle. Pour la raison que tout au long de l'histoire moderne de la société humaine jusqu'au capitalisme, le travail est du travail exploité, la valeur du produit du travail revêt nécessairement une forme fétichisée : la mesure de la valeur d'une marchandise se fait non en mesurant directement *le temps de travail* nécessaire à la production de telle ou telle marchandise, mais de manière détournée, par *l'égalisation du taux de profit* entre les différentes branches de l'industrie (par la mesure de la valeur des produits du surtravail qui peuvent en être retirés). En fonction du *taux de profit* de telle ou telle industrie par rapport aux autres, les capitaux *affluent* ou *refluent*, c'est un mouvement de va-et-vient constant amenant à l'échelle de la société à l'obtention d'un *taux de profit moyen*.

Marx avait démontré que la hausse du capital constant au sein de la composition organique du capital entraînait une baisse du taux de profit et que les branches possédant la composition organique la plus faible en capital constant, employant donc comparativement à la totalité du capital engagé une plus grande part de capital variable (c'est-à-dire de main d'œuvre), étaient celles qui produisaient le plus de profit. (Ce qui se comprend parfaitement, puisque la *marchandise force de travail* est la *seule marchandise* dont l'usage produise une plus grande somme de valeurs d'échanges que n'en nécessitent son fonctionnement et sa reproduction.) Marx avait déjà remarqué que l'application de la loi de la valeur à

la sphère des moyens de production aboutissait à favoriser le développement de l'industrie légère comparativement à l'industrie lourde et amenait aussi souvent à freiner le progrès technique et la mécanisation de la production : le pressurage le plus sauvage de la main d'œuvre est aussi souvent que possible préférée à des investissements lourds en capital constant qui amèneront inévitablement à la baisse du taux de profit. Ainsi se trouve également freinée en régime capitaliste la croissance de la *productivité du travail*. C'est la concurrence entre les différents propriétaires privés qui s'oppose *dans une certaine mesure* à cette tendance, en exigeant la baisse du coût de production et donc de la quantité de travail humain utilisé dans le processus de production. D'où l'introduction alors obligatoire du machinisme.

Dès l'époque où il s'agissait de jeter les fondements de l'industrialisation du pays, Staline avait insisté sur la *nécessité* de soustraire les moyens de production à la sphère d'action de la loi de la valeur (la recherche absolue de la rentabilité immédiate), sans quoi l'industrie lourde (qui possède une composition organique en capital très élevée), ne serait pas jugée rentable et ne serait donc pas édifiée, ou avec un très grand retard et à des rythmes faibles (comme il est habituellement d'usage au cours du long et pénible processus d'industrialisation capitaliste...)

Sous le socialisme, la loi de la valeur *doit donc voir sa sphère d'action restreinte* sous peine d'entraver la construction de la base économique du socialisme. La loi de la valeur exerce son action comme le soulignait Staline, mais dans un cadre 1° qui exclut le capital engagé dans le processus productif (qu'il s'agisse du capital fixe ou du capital variable : la force de travail humaine) ; 2° restreint aux objets de consommation courante à quelques exceptions prêt cependant : sous le socialisme, la valeur des marchan-

disées n'est pas toujours égale à son prix de revient ; pour certains objets de consommation courante ayant une grande utilité sociale, le prix est fixé en dessous du prix de production, alors que le prix des objets de moins grande utilité sera fixé au-dessus du prix de production (c'est ainsi qu'en URSS le pain était vendu en-dessous de son prix de production, ou qu'en Albanie le prix des appareils électroménagers était ajusté en fonction de leur utilité sociale, notamment en vue de l'émancipation de la femme et de son affranchissement du fardeau des tâches ménagères), l'essentiel étant la compensation des écarts individuels des valeurs à l'échelle de la société, compensation capable de garantir la reproduction élargie du capital social de manière harmonieuse.

En outre, le processus de planification tend de plus en plus à prendre directement pour mesure de la valeur du produit du travail la quantité de travail qui lui est intégré, et à l'exprimer de manière non détournée. De ce fait, la sphère d'action de la loi de la valeur sous le socialisme est sévèrement restreinte. Mais elle continue nécessairement d'exercer une action tant que subsiste la production marchande dans l'agriculture, du fait de l'existence de la propriété kolkhozienne et du caractère encore *assez limité* (c'est-à-dire incomplet) de la planification de l'économie kolkhozienne, comparativement à celle de l'industrie.

L'extension de la loi de la valeur à la sphère *des moyens de production et du travail* marquaient donc l'avènement d'une nouvelle bourgeoisie. Avec l'incorporation des moyens de production et du travail à la sphère d'action de la loi de la valeur était donc restauré le *mécanisme fondamental* de la production capitaliste et était par là même rendue impossible toute véritable planification, la prétendue "planification" des révisionnistes n'étant que le jeu anarchique de la loi de la valeur dans

l'ensemble de l'économie soviétique. Comme Staline le faisait si justement remarquer, une fois les lois de la planification centralisée transgressées, il était devenu inévitable qu'apparaissent des disproportions dans le développement des différentes branches de l'économie.

De ce fait la prétendue planification fut réduite à une *caricature de planification* (telle qu'on peut la trouver sous le capitalisme chez les keynésiens) : à partir de 1957, le prétendu plan des révisionnistes ne fixait même plus le nombre des ouvriers et des employés ; de même, les indices du plan, de *directives* étaient devenus de simples *recommandations* que les entreprises étaient libres de suivre ou de ne pas suivre.

Les révisionnistes se débattrent donc désormais dans des contradictions insolubles : la quête d'un hypothétique « juste milieu » entre "planification" économique et libre jeu de la loi de la valeur, ce qui donnera lieu à des affrontements entre les tendances décentralisatrices dites "réformatrices" (Khrouchtchev et Kossyguine) et centralisatrices dites "conservatrices" (Brejnev), sans jamais évidemment – à la manière des économistes bourgeois –, être capables de remettre en cause leur faux présumé de départ : l'extension de la sphère d'action de la loi de la valeur aux moyens de production et au travail !

Inévitablement, il s'ensuivit du fait que la production de profit redevenit le but de la production, la détermination de nouveaux choix dans le développement de l'industrie et la mise au second plan du développement de l'industrie lourde en général au profit d'industries plus immédiatement rentables – voie que Staline avait dénoncée autrefois comme condamnant la construction du socialisme –, tout autant le fait que le travail redevint du travail salarié : le camarade Bill Bland disait ainsi de ces "réformes" qu'elles « incitaient chaque entreprise à maximiser ses

profits et à réduire au minimum ses coûts de production »²⁰, bien sûr au profit des administrateurs bourgeois et au détriment des travailleurs et de l'environnement...

C'est en ceci que consiste au final le "**socialisme de marché**" des révisionnistes de tous acabit (russes, chinois, etc.).

Les révisionnistes eux-mêmes durent admettre l'échec total de ces "réformes" : Jean Radvanyi reconnaissait ainsi en dressant le bilan de la « réforme des sovnarkhoz » de Khrouchtchev de 1957 que « le remède avait été pire que le mal », qu'il avait provoqué l'exacerbation de « l'esprit de clocher local » et avait « rendu les services de statistiques incapables de fonctionner ». Cet échec cuisant, qui fut selon Jean Radvanyi vécu par les soviétiques « comme un traumatisme », fut également pour une large part responsable de la mise à l'écart de Khrouchtchev en 1964.²¹

Une frange de la nouvelle direction révisionniste sentait bien le danger qu'il y avait à s'engager sur le terrain de la répudiation totale de Staline, et le risque de se voir par là arracher son masque « communiste », d'autant plus qu'une fois passé le court moment d'euphorie elle s'était rapidement vue acculée face aux premiers échecs économiques. Khrouchtchev écarté, il était donc obligatoire de feindre un retour aux « méthodes de directions » de Staline. Ce « retour » amorcé par les brejnéviens fut doublement illusoire : non seulement les méthodes différaient (maintien de la décentralisation et de l'autonomie comptable des entreprises – en somme les « recettes miracles » de l'autogestion), mais évidemment le but social de la production, sans même parler de ses résultats pratiques !

Pour tenter de remédier à tous ces problèmes économiques qui commençaient à avoir de lourdes répercussions sociales, les dirigeants révisionnistes se tournèrent toujours

plus vers l'occident, et surtout vers ses « technologies avancées », mais derrière "l'aide", c'est la dépendance qui pointait. Les khrouchtchéviens et les brejnéviens se réconcilièrent avec l'impérialisme américain par l'entremise de son officine titiste. La coexistence pacifique léniniste imposée par les peuples se transforma en coexistence pacifique révisionniste, mise en œuvre en collusion avec les dirigeants de l'impérialisme et contre les luttes armées de libération du joug colonial. Tous ces facteurs déterminèrent l'affaiblissement puis l'effondrement de l'économie soviétique ainsi que le reflux du mouvement communiste et anti-impérialiste.

En 1991, le social-impérialisme soviétique s'effondra : ses zones d'influence furent redistribuées au profit des puissances impérialistes occidentales. Cet effondrement fut présenté par la bourgeoisie comme « l'effondrement du communisme », alors qu'il prenait sa source dans les "réformes de marché" initiées par les khrouchtchéviens dès la seconde moitié des années 1950. Beaucoup de soviétiques entretiennent aujourd'hui encore des illusions sur « la chute du socialisme en 1991 », du fait que certains acquis sociaux avaient pu être préservés jusqu'alors, aussi longtemps que l'URSS restait une grande puissance et qu'elle n'était pas encore tombée sous la dépendance économique complète de ses concurrents impérialistes.

Et les journalistes bourgeois d'occident de feindre de s'étonner que dans ce contexte – non seulement après 1991, mais même bien avant la prétendue « chute du socialisme » –, le peuple et les travailleurs soviétiques aient pu (ou puissent encore aujourd'hui) montrer une profonde nostalgie pour la période stalinienne ! Hedrick Smith rapportait ainsi en 1975 que « la nostalgie de Staline chez les soviets ordinaires fut une surprise pour moi » : « je fis une découverte en m'apercevant que Sta-

line avait encore un grand prestige latent chez les gens du peuple, et que Khrouchtchev était en général considéré sans la moindre indulgence, comme un rustre et un bousilleur, sauf dans l'intelligentsia libérale et parmi les victimes de purges réhabilitées qui avaient personnellement bénéficié de sa politique. »²²

C'est sur ce précieux aveu concédé par un farouche anti-communiste que nous voulons clore ces quelques pistes de réflexion sur les causes et les conséquences de la restauration du capitalisme en URSS.

V.G., mai 2006.

Notes :

6. Staline cité par Henri Barbusse dans *Staline, un monde nouveau vu à travers un homme*, Edition numérique, p. 76.

7. Sous le capitalisme, la militarisation apporte un profit aux exploités, la consommation des travailleurs étant forcément limitée par l'exploitation ; sous le socialisme en revanche les dépenses militaires sont un fardeau consciemment consenti par les travailleurs, nécessaire à supporter pour défendre les conquêtes de la révolution face à l'encerclement hostile du monde capitaliste. Les dépenses militaires dans le budget des États-Unis sont passées de 22,5 % en 1939-1940 à 68 % en 1949-1950, et à 76 % du budget en 1950-1951. Elles s'élevaient à 25 % du budget pour l'année 2003 ! Pour l'URSS elles s'élevaient à 18,5 % en 1950, contre 32,6 % en 1940 et 23,9 % en 1946.

8. Si la production marchande répond à une *division sociale du travail*, c'est avant tout une nécessité économique : dans un souci d'efficacité économique la spécialisation est nécessaire (à des échelles aussi différentes que l'entreprise, l'atelier, l'ouvrier) pour l'obtention d'une production de masse au moindre coût, c'est-à-dire nécessitant le moins de travail humain... Le

communisme ne consiste pas à ramener l'humanité à l'artisanat où chacun produirait en autarcie pour son propre compte. Le communisme utilise les avantages de la grande industrie pour décharger le travail humain des travaux les plus pénibles et ouvrir aux travailleurs de larges perspectives, notamment la réduction du temps du travail en vue du développement le plus large des facultés physiques, intellectuelles et culturelles de chacun.

9. Staline, *Les questions du léninisme*, Edition numérique, tome I, p. 172-173. – Ici Staline fait "honteusement" mentir le révisionniste Mao Tsé-toung qui affirmait qu'une fois le « capitalisme d'État » serait prépondérant dans l'économie chinoise, la « transformation socialiste » serait « pour l'essentiel achevée » ! (Et les trotskistes d'en profiter pour dépeindre Mao Tsé-toung sous les traits d'un « contre-révolutionnaire stalinien »...)

10. Staline, *Cinq conversations avec les économistes soviétiques*, Edition numérique, p. 6.

11. Sur la réalité du mouvement de collectivisation des campagnes des années 1930, voir le très instructif témoignage de Guido Miglioli : *La collectivisation des campagnes soviétiques*, Edition numérique.

12. Voir Staline : *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, Edition numérique

13. Staline, *Cinq conversations avec les économistes soviétiques*, Edition numérique, pp. 35-36.

14. De 1925 à 1954, la part des moyens de production dans la production industrielle est passée de 34 % à 70 %, dans le même temps, la production industrielle des objets de consommation courante a été multipliée par 14 ! De 1926 à 1952 le volume de la production industrielle globale a été multiplié par 27 ! Entre 1965 et 1979, la production de l'industrie soviétique a augmenté à un rythme annuel moyen de 6 %. La production industrielle globale a été

multipliée par seulement 2,5 durant cette période (par 2,6 pour la production des moyens de production ; par 2,4 pour la production des biens de consommation...) Cet effondrement des rythmes d'accroissement de la production industrielle soviétique n'était pas issu de facteurs internes inéluctables, mais était bien le résultat de choix politiques délibérés (conscients ou pas, peu importe).

* Depuis les années 1930 l'URSS était pourvue d'une puissante industrie de production des moyens de production – une industrie de pointe non dépendante des capitaux ou de la technologie étrangers (un seul exemple suffira à l'illustrer : celui du domaine de l'énergie : les gigantesques barrages hydroélectriques ; la mise en service en 1954 par l'URSS de la première centrale atomique civile du monde) – capable de faire progresser l'économie soviétique indépendamment de la conjoncture économique internationale.

* On ne peut pas non plus imputer cette baisse – comme le font les révisionnistes – au fait que sous Staline la croissance aurait été obtenue de manière *extensive* et non *intensive*, et que par conséquent, la baisse des taux de croissance devait être la conséquence *passagère* du passage à un mode de production intensif. En 1913, la productivité du travail dans l'ensemble de l'économie russe était 3 fois moindre qu'en France, 4,7 fois moindre qu'en Grande-Bretagne et 9

fois moindre qu'aux USA. En 1955, cependant que la productivité du travail avait été multipliée par 2,2 aux USA par rapport à 1913, la productivité du travail soviétique n'était plus que 2,5 fois inférieure à celle des USA, mais était désormais respectivement 1,2 et 1,5 fois plus élevée que celle de la Grande-Bretagne et de la France ! S'il est vrai que la production industrielle soviétique a été multipliée par 27 en 1952 par rapport à son niveau de 1913, il est non moins vrai que cet accroissement était dû pour une bonne partie à la hausse de la productivité du travail.

15. Henri Shapiro, *L'URSS après Staline*, Gallimard, Paris, 2ème trimestre 1954. – L'auteur, doyen des correspondants étrangers à Moscou et directeur du bureau de *l'United Press*, a vécu pendant 20 ans en URSS.

16. Henri Shapiro, *Ouvrage cité*, p. 214.

17. Le témoignage de Molotov va sans équivoque dans ce sens :

« Khrouchtchev avait promis une vie plus tranquille au sommet, et beaucoup de gens ont sauté sur l'occasion. » (Molotov cité dans Félix Tchouev, *Conversations avec Molotov*, Albin Michel, Paris, 1995, p. 293.)

18. On peut légitimement se demander comment un Parti Communiste aussi aguerri et expérimenté que l'était le Parti bolchevik a pu aussi rapidement dégénérer après la mort de Staline. L'une des causes

majeures avait été pointée du doigt par Staline et sonnait comme un avertissement à ce nouveau « vertige du succès » qui s'empara de nombre de dirigeants soviétiques après-guerre : confortés par la victoire de 1945 et par le renforcement apparent du camp socialiste, beaucoup étaient devenus présomptueux et arrogants – « rien ne nous est impossible ! ». Ces tendances étaient d'autant plus dangereuses que parmi les millions de morts soviétiques de la guerre, on recensait près de 4 millions de membres du Parti Communiste, pour un Parti qui en comptait 3 millions avant-guerre ! C'est dire comme les rangs du Parti avaient été éprouvés plus durement qu'au cours de toutes les batailles passées : nombre des meilleurs communistes étaient montés au front en première ligne et avaient donné leur vie en sacrifice pour la défense de la patrie socialiste. S'opéra ainsi une « sélection » négative qui favorisa les éléments opportunistes et arrivistes.

19. Autant dire que dès cet instant, la « compétition pacifique » était perdue et devait inévitablement amener aux événements de 1991 : le dépeçage du vaincu par le vainqueur...

20. Bill Bland, *Le processus de restauration du capitalisme en URSS après la prise du pouvoir par les révisionnistes khrouchtchéviens*, Edition numérique, p. 22.

Lettonie

Pensez-vous que la Grèce aurait des problèmes?

Le cheminement de la Lettonie vers le servage

par Michael Hudson et Jeff Sommers

Le 15 février 2010 «*Counter-punch*» - Alors que la presse mondiale se focalise sur la Grèce, ainsi que sur l'Espagne, l'Irlande et le Portugal, étant les zones européennes les plus affectées; la crise la plus sévère,

carrément dévastatrice même parmi les économies postsoviétiques candidates à l'accession de la zone Euro, a échappé – on ne sait comment – à l'attention générale.

C'est sans doute parce que l'expérience de ces pays est un réquisitoire contre l'horreur destructrice du néolibéralisme – et également de la politique de l'Union européenne de les traiter non pas comme elle leur

avait promis, non pas en les aidant à se développer comme des pays de l'Europe occidentale, mais au contraire comme des zones à coloniser, comme des marchés d'exportation et des débouchés pour les banques, pour les dépouiller de leurs surplus économiques, de leurs forces vives de main d'œuvre qualifiée et non-qualifiée, leur patrimoine foncier et leurs bâtiments, et tout ce qui avait été hérité de l'ère soviétique.

La Lettonie a subi une des pires crises économiques dans le monde. Elle n'est pas seulement économique mais aussi démographique. La baisse de son PIB de 25,5% en juste deux ans (20%, rien que pour l'année dernière) est déjà la pire baisse qui soit enregistrée. Selon ses propres pronostics, édulcorés, le Fonds monétaire international anticipe une baisse supplémentaire de 4%, ce qui mettrait l'effondrement de l'économie lettone devant celle des États-Unis lors de la Grande Dépression. Les mauvaises nouvelles ne s'arrêtent, toutefois, pas là. Le FMI projette que l'année 2009 verra un déficit capital et financier total de 4,2 milliards d'euros avec 1,54 milliards d'euros, soit 9% du PIB, qui quitterait le pays en 2010.

Entretiens le gouvernement lettone accumule rapidement des dettes. De juste 7,9% du PIB en 2007, la dette lettone est estimée à atteindre 74% du PIB cette année, et supposée se stabiliser, selon les meilleures prévisions du FMI, à 89% en 2014. Cela mettrait la dette de la Lettonie loin au-delà des limites exigées par Maastricht pour lui permettre d'adopter l'euro. Pourtant, réussir à entrer dans la zone euro, a été le prétexte principal dont s'est servi la Banque centrale lettone pour imposer de pénibles mesures d'austérité nécessaires pour le maintien du taux d'échange du Lat. Le maintien de ce taux a consommé des montagnes de réserves en devises, qui auraient autrement pu être investies dans l'économie du pays.

Et pourtant personne en Occident ne demande pourquoi l'économie lettone, si typique des pays baltes et d'autres pays postsoviétiques - mais de manière un peu plus extrême -, a-t-elle subi ce sort. Il y a presque vingt ans (1991) depuis que ces pays ont réussi leur libération de la vieille URSS, et le système soviétique peut à peine être accusé d'être la seule cause de leurs problèmes. Pas même la corruption - héritage certes de la dissolution de la période soviétique - à elle seule, ne peut être accusée, bien qu'elle ait été augmentée, intensifiée et même encouragée par la forme kleptocratique qui a permis de fournir de telles récoltes de profits aux banquiers et aux investisseurs étrangers. Ce sont les néolibéraux occidentaux qui ont financiarisé ces économies avec leurs «réformes pro-affairistes» si hautement applaudies par la Banque mondiale, Washington et Bruxelles.

De plus bas niveaux de corruption auraient, évidemment, été souhaitables (mais en qui d'autre l'Occident pourrait-il avoir confiance?). En la réduisant de manière dramatique cela améliorerait peut-être la situation de la Lettonie à un certain niveau dans son cheminement vers le servage euro-endetté. Ces pays baltes ont aussi souffert d'un chômage dramatique, du déclin économique, du déclin de la santé, de l'émigration, en contraste aigue avec la Scandinavie et la Finlande.

Joseph Stieglitz, James Tobin et d'autres économistes bien connus par le public en Occident, ont commencé à expliquer que quelque chose n'allait pas radicalement avec l'ordre financiarisé importé le lendemain de l'effondrement soviétique par les vendeurs idéologiques occidentaux. La théorie économique néolibérale n'était, certainement, pas le chemin pris par l'Europe occidentale après la Seconde Guerre mondiale. Il s'agissait d'une nouvelle expérimentation, dont la répétition générale avait initialement été imposée au

Chili par les «*Chicago Boys*» à la pointe du pistolet. Ces conseillers en Lettonie provenaient de Georgetown, mais l'idéologie était la même: démanteler le gouvernement et l'offrir à leurs soutiens politiques locaux.

Pour l'application postsoviétique de cette expérimentation cruelle, il était envisagé de donner aux banques occidentales, aux investisseurs financiers et aux économistes ostensiblement adeptes «du marché libre» (ainsi surnommés pour avoir distribué librement, même détaxée, la propriété publique et donné un nouveau sens au terme «déjeuner gratuit» [*free lunch*]) carte blanche dans une grande partie du bloc soviétique pour concevoir des structures économiques complètes pour chacun des pays. Mais au bout du compte tous les modèles étaient les mêmes. Les noms des personnes changeaient, mais la plupart étaient liées et financées par Washington, la Banque mondiale et l'Union européenne. Et comme les institutions financières occidentales étaient aussi leurs parrains, il n'était pas surprenant qu'ils aient mis en place des systèmes qui favorisaient leurs propres intérêts financiers.

C'était un plan qu'aucun gouvernement démocratique en Occident n'aurait accepté. Les entreprises publiques ont été offertes à des individus de confiance pour les revendre à des investisseurs occidentaux ou à des oligarques locaux. Ceux-là, à leur tour, transféraient leur argent à des havres fiscaux en Occident. Le comble était que les systèmes d'imposition locaux créés épargnaient d'impôt les principaux clients occidentaux - les monopoles fonciers et les infrastructures naturelles. Cela a «libéré» les loyers et les prix monopolistiques, pour qu'ils soient payés par les banques occidentales sous forme d'intérêts plutôt que comme base d'imposition domestique, ce qui aurait aidé à la reconstruction de ces économies.

Il n'y avait presque pas de banques commerciales en Union soviétique. Plutôt qu'aider ces pays à créer leurs propres banques, l'Europe occidentale a encouragé ses propres banques à créer du crédit au dépens de leur économie avec des taux d'intérêts en euros ou en d'autres devises fortes, pour protéger ainsi les intérêts de leurs banques. Cela violait le premier axiome de la finance: de ne jamais définir vos dettes en une monnaie forte, quand votre revenu est défini en une monnaie plus faible.

Mais comme dans le cas de l'Irlande, l'Europe avait promis d'aider ces pays à entrer dans la zone Euro en adoptant des politiques spécialement aménagées. Les «réformes» consistaient à leur montrer comment enlever les impôts des affaires et du foncier (la meilleure clientèle bancaire) et de les mettre sur la main d'œuvre, non seulement comme impôts secs sur le revenu, mais aussi comme impôts secs sur les «services sociaux», pour payer la Sécurité sociale comme un service à l'usage des travailleurs, plutôt que par le budget général alimenté par les revenus les plus élevés.

Contrairement à l'Occident, il n'y a pas de taxes foncières significatives. Cela a obligé les gouvernements à taxer les ouvriers et l'industrie. Mais contrairement à l'Occident il n'y a pas d'imposition progressive, ni d'impôt sur la fortune. La Lettonie dans beaucoup de cas impose les travailleurs à 59%. (Les dirigeants du Comité du Congrès des États-Unis et leurs groupes d'influence, ne pourraient que rêver d'une taxe si punitive à l'encontre de la main d'œuvre - un tel «déjeuner gratuit» pour leurs contributeurs de campagnes!) Avec une telle taxe, les pays européens n'ont rien à craindre des économies qui ont émergé sans impôts sans charges de propriété foncière pour alourdir le coût de leur main d'œuvre avec des taxes, des bas coûts d'habitation et des bas coûts de crédit. Ces économies étaient empoi-

sonnées dès le départ. C'est ce qui les a rendues si «marché libre» et «pro-affairistes» du point de vue de l'orthodoxie occidentale d'aujourd'hui.

Ne pouvant pas prendre des impôts sur le foncier et d'autres propriétés - ni même de mettre en place un impôt progressif sur les revenus les plus élevés, les gouvernements étaient obligés de taxer la main d'œuvre et l'industrie. Cette philosophie fiscale du dégoulinement [idée selon laquelle la richesse dégouline du haut (des riches) vers le bas (les pauvres) - NdT] a provoqué une augmentation importante du prix de la main d'œuvre et du capital, rendant ainsi l'industrie et l'agriculture des économies néolibéralisées si coûteuses qu'elles ne peuvent concurrencer la «vieille Europe». En fait les économies postsoviétiques ont été transformées en zones d'exportation pour l'industrie et les services bancaires de la vieille Europe.

L'Europe occidentale s'est développée en protégeant son industrie et sa main d'œuvre, et en imposant le loyer de la terre et d'autres revenus qui n'avaient pas de contrepartie nécessaire dans le coût de la production. Les économies postsoviétiques ont «libéré» ce revenu en faveur des banques d'Europe occidentale. Ces économies - libres de dettes en 1991 - ont été accablées de dettes en devises fortes (autres que les leurs). Les prêts des banques occidentales n'ont pas servi à développer leurs investissements en capitaux, ni leurs investissements publics, pas plus que pour améliorer le niveau de vie. La plus grande partie de ces prêts ont été accordés principalement pour des actifs déjà sur place, héritage de la période soviétique. Au départ il y a eu un important essor de constructions immobilières, mais maintenant la plupart des bâtiments, délabrés, valent moins que rien, alors que les banques occidentales exigent que la Lettonie et les pays baltes paient, et les pressent encore plus pour s'emparer de

leur surplus économique avec encore plus de «réformes» néolibérales qui menacent encore plus de chasser leur main d'œuvre à l'étranger alors que leurs économies rétrécissent et leur appauvrissement s'étend.

Le schéma d'une kleptocratie dirigeante au sommet et une force de travail endettée qui ne serait pas, sinon faiblement, syndiquée, avec peu de protections au niveau de la législation du travail - a été applaudi comme un modèle pro-affairiste à copier par le reste du monde. Les systèmes économiques des pays postsoviétiques étaient totalement «sous-développés», rendus désespérément trop chers et généralement incapables de concurrencer leurs voisins occidentaux dans des conditions tant soi peu comparables.

Le résultat fut une expérimentation économique d'une allure démente, une utopie inversée où les victimes sont l'objet des blâmes. L'idéologie néolibérale du dégoulinement - apparemment préparée pour être appliquée en Europe et en Amérique du Nord, avec une rhétorique aussi optimiste - a été si destructrice économiquement que c'est comme si ces nations avaient été envahies militairement. Par conséquent il est vraiment temps pour commencer à s'inquiéter si les pays baltes ne font pas l'objet d'une répétition générale de ce que nous allons voir aux États-Unis.

Le mot «réforme» dans les pays Baltes comme en Russie, prend maintenant une connotation négative. Il signifie désormais la régression vers la dépendance féodale. Mais alors que les seigneurs féodaux de Suède et d'Allemagne dirigeaient leurs manoirs lettons par le pouvoir que leur permettait la propriété des terres, maintenant ils contrôlent les pays baltes par leurs hypothèques en devises étrangères sur le patrimoine foncier de la région.

Le servage de l'endettement a remplacé le servage tout court. Les hypothèques sont de loin supérieures

aux valeurs du marché, qui en 2009 a chuté (selon le type d'immobilier) de 50 à 70%, aussi elles sont de loin au-delà des capacités à payer des propriétaires lettons. Le volume de la dette en devises étrangères est loin au-delà de ce que ces pays peuvent gagner par l'exportation, la production de leur main d'œuvre, de leur industrie et de leur agriculture, vers l'Europe (qui s'intéresse à peine à importer quoi que ce soit) ou d'autres régions du monde où leurs gouvernements démocratiques tiennent à protéger leur force de travail et non pas à la vendre et l'assujettir à des programmes d'austérité sans précédent – tout cela dans le cadre des «marchés libres».

Deux décennies sont passées depuis l'introduction de l'ordre néolibéral. Les résultats sont désastreux sinon presque un crime contre l'humanité. La croissance de l'économie n'a pas eu lieu. Les actifs de l'ère soviétique ont été engloutis dans la dette. Après la Seconde Guerre mondiale, ce n'est pas ainsi que l'Europe occidentale s'est développée, ni même avant – ou la Chine plus récemment. Ces pays avaient poursuivi une voie classique de protection de leur industrie nationale, des dépenses de leur infrastructure publique, adoptant une imposition progressive, des lois contre les délits d'initiés et le pillage – tout ce qui est anathème pour l'idéologie néolibérale du marché libre.

Ce qui est de toute évidence en question sont les hypothèses sous-jacentes de l'ordre économique mondial. Au cœur de la présente crise de la théorie et de la politique économique, ce sont tous les prémisses et concepts directeurs de l'économie classique qui ont été oubliés. George Soros, Stieglitz et d'autres décrivent le casino de l'économie globale (où Soros en y jouant s'est bien enrichi) dans lequel la finance s'est détachée du processus de création de richesses. Le secteur financier fait des demandes de plus en plus grandes,

même impayables, sur la vraie économie de marchandises et de services.

C'était cela la préoccupation des économistes classiques quand ils traitaient du problème des rentiers, des propriétaires et des privilèges spéciaux dont les revenus (qui n'avaient pas de contrepartie dans le coût nécessaire à la production) conduisaient à la taxation de fait de l'économie, et dans ce cas en lui imposant de la dette. Les économistes classiques reconnaissaient la nécessité de subordonner la finance aux besoins de l'économie réelle. C'était celle-là la philosophie qui dans les années 30' guidait la réglementation bancaire, et que l'Europe occidentale et le Japon ont suivie de 1950 à 1970 pour soutenir l'investissement dans la production. Plutôt que réguler la capacité du secteur financier à s'engager dans des excès spéculatifs, les États-Unis dans les années 1980 ont abrogé ses règlements. Les profits du secteur financier aux États-Unis, ont passé de juste au-dessous de 5% en 1982, à une augmentation sans précédent de 41% en 2007. En effet cette activité économique nulle constituait un additionnel prélèvement de «taxes» à l'économie.

De pair avec la restructuration financière, l'élément principal dans le paquet classique était la politique d'imposition. Le but était de rétribuer le travail et la création de richesse, et de collecter le «déjeuner gratuit» provenant des économies sociales «externes» comme base de taxation naturelle. Cette politique de taxation avait l'avantage de réduire la charge sur le revenu (salaires et profits). La terre était considérée comme fournie par la nature sans qu'il y ait pour sa production un coût de main d'œuvre à payer (donc sans coût de valeur). Mais au-lieu de la prendre comme base d'impôt naturel, les gouvernements ont permis aux banques de la surcharger de dettes, augmentant ainsi la hausse du loyer de la terre en intérêts à payer. Le résultat en termi-

nologie classique, est une imposition financière sur la société – un revenu que la société est supposée collecter comme base de taxe pour l'investir dans l'infrastructure économique et sociale pour rendre la société plus riche. L'alternative a été de taxer la terre et le capital industriel. Et ce que les collecteurs d'impôts ont cédé, les banques le collectent sous la forme d'augmentation du prix de la terre – un prix pour lequel les acheteurs paient un intérêt sous hypothèque.

L'économie classique aurait prédit les problèmes de la Lettonie. Sans qu'il y ait de restrictions à la finance, ni de réglementation contre les monopoles, ni aucune protection industrielle, avec la privatisation du domaine public pour créer des «économies de poste de péage» [*tollbooth economies*] et une politique d'imposition qui appauvrit les travailleurs et même le capital industriel alors qu'elle récompense les spéculateurs, l'économie de la Lettonie n'a vu que peu de développement économique. Ce qu'elle a accompli – et c'est ce qui lui a fait gagner tant d'éloges de la part de l'Occident – a été sa volonté de ramasser d'énormes dettes pour subvenir à son désastre économique. La Lettonie a trop peu d'industries, trop peu de modernisation agricole, mais plus de 9 milliards de Lati en dettes privées – qui maintenant risquent d'être transférés sur les comptes du gouvernement, exactement comme cela s'est passé pour renflouer les banques étasuniennes. Si ce crédit avait été utilisé de manière constructive pour bâtir l'économie lettone, cela aurait été acceptable. Mais pour la plus grande partie il a été non productif, octroyé pour alimenter l'inflation du prix de la terre et la consommation de luxe, réduisant la Lettonie à un état de quasi servage par l'endettement. Sarah Palin aurait appelé «machin espoir-changement» [*hopey-change thing*] - !!! NdT] quand la Banque de Lettonie suggère que le fond de la crise a été touché. Les exportations

ont commencé à reprendre, mais l'économie est toujours en grande difficulté. Si la tendance actuelle persiste il n'y aura guère de Lettons pour profiter de la résurgence économique. Le chômage se tient à plus de 22%. Des dizaines de milliers ont émigré, et des dizaines de milliers encore ont décidé de ne pas avoir des enfants. C'est une réaction naturelle contre l'endettement public et privé de milliards de Lati avec lesquels a été chargé le pays. La Lettonie n'est pas dans la trajectoire des niveaux d'affluence occidentaux, et il n'y a pas de voie de sortie de sa politique actuelle d'imposition régressive, ni de son néolibéralisme anti-travailleur, anti-industriel et anti-agriculteur imposé de manière coercitive par Bruxelles pour permettre à la banque centrale lettone de payer les banques suédoises pour des prêts aussi improductifs et parasitaires.

Albert Einstein avait déclaré que «la folie consiste à faire la même chose encore et encore, et s'attendre à des résultats différents». La Lettonie a utilisé le même *Washington consensus* «pro-occidental» [cadre d'une dizaine de dispositions économiques proposées par l'économiste

John Williamson en 1989, et imposées par le FMI et la BM entre autres en Amérique latine], autodestructeur, anti-gouvernemental, anti-ouvrier, anti-industriel, anti-agricole, pour plus de 20 ans, avec des conséquences de pire en pire. La tâche maintenant consiste à libérer l'économie de ce cadre néolibéral qui conduit à ce néo-servage. On aurait pensé que la voie choisie serait celle tracée par des économistes du XIXe siècle qui ont mené à la prospérité que nous voyons en Occident et maintenant en Asie de l'Est. Mais cela demandera un changement de philosophie économique – ce qui à son tour demandera un changement de gouvernement.

La question est, comment l'Europe et l'Occident réagiront. Admettront-ils leur erreur? Ou alors préserveront-ils? Les signes ne sont pas prometteurs. L'Occident dit que les travailleurs ne sont pas suffisamment appauvris, l'industrie n'a pas été suffisamment affamée et le patient économique n'est pas suffisamment saigné.

Si c'est cela que Washington et Bruxelles disent au Baltes, imaginez-

vous ce qu'ils préparent pour leurs propres populations!

Note

Michael Hudson est un ancien économiste de Wall Street, maintenant un éminent Professeur à l'Université de Missouri, Kansas City (UMKC), et président de l'Institut pour l'étude des tendances macroéconomiques (ISLET). Il est l'auteur de beaucoup de livres, y compris *Super Imperialism: The Economic Strategy of American Empire* (new ed., Pluto Press, 2002) et *Trade, Development and Foreign Debt: A History of Theories of Polarization v. Convergence in the World Economy*. Il peut être contacté par son site web mh@michael-hudson.com.

Jeffrey Sommers est co-directeur du groupe Baltic Research à ISLET, et visiteur à la faculté de Stockholm School of Economics à Riga. Il peut être contacté à jeffrey.sommers@fulbrightmail.org



No 135—
[Traduction
Alexandre
Moumbaris]

«Les mirages du « retour à la croissance »

par Bernard Cassen

Un peu partout dans le monde, les chiffres officiels du chômage ne rendent pas vraiment compte de sa réalité sociale, tant sont nombreux (et variables selon les pays) les moyens de maintenir les statistiques sous contrôle. Même en s'en tenant aux données rendues publiques, la situation est extrêmement préoccupante aux États-Unis et en Europe où le nombre de sans emploi ne cesse d'augmenter. En 2009, 4,6 millions de postes de travail ont été détruits outre-Atlantique où les chômeurs représentent 10 % de la population active. Exactement le même pourcentage que dans la zone euro où cette moyenne cache cependant des différences importantes entre pays :

19,4 % en Espagne, 10 % en France, 8,3 % en Italie, etc.

Pour sortir de la crise, les gouvernements ne cessent d'invoquer le « retour à la croissance ». Ils se cramponnent à cet indicateur, comme à une bouée de sauvetage, pour dissimuler celui du niveau de l'emploi, pourtant bien plus important pour la cohésion des sociétés. En fait, ils se trouvent devant trois impasses dont ils ne savent pas comment se sortir.

La première est la conséquence de la fin des plans de relance, programmée à court ou moyen terme. Maintenant que, grâce à l'argent des contribuables, le système financier semble sauvé, et que les banquiers se distribuent à nouveau massivement des bonus, il va falloir décider de la

poursuite ou non des injections de capitaux publics dans l'économie. Au sein de l'Union européenne (UE), les gouvernements sont mis sous pression par la Commission de Bruxelles et la Banque centrale européenne pour revenir rapidement aux critères de Maastricht (3 % maximum de déficits publics). Si cette voie est suivie, elle aura pour effet mécanique de provoquer une nouvelle chute de l'emploi, tout particulièrement dans des secteurs (comme l'automobile) actuellement maintenus sous perfusion par des subventions directes ou indirectes.

C'est dans la facture à payer pour rééquilibrer les comptes publics que réside la deuxième impasse. Pour la partie « recettes », il faut

s'attendre à une hausse des impôts - dont l'expérience montre qu'elle épargnera les privilégiés -, donc à une baisse de la consommation populaire empêchant la création d'emplois. Pour la partie « dépenses », les coupes claires annoncées dans les budgets sociaux et la compression du nombre de fonctionnaires conduiront au même résultat. Les fondements du système capitaliste auront peut-être été sauvés, mais au prix de l'appauvrissement de la majorité des citoyens.

Troisième impasse en forme de contradiction : les gouvernements

raisonnent en termes de « croissance » à l'ancienne, alors que, par ailleurs, ils prennent des engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre (20 % à l'horizon 2020 pour l'UE) qui devraient entraîner de profondes mutations de l'appareil productif. Il est beaucoup question, dans le discours politique, de « croissance verte », sans que l'on sache ce que cela signifie concrètement. A supposer que cette expression ait un sens, la transition d'un mode de production à un autre sera douloureuse. De plus, en extrapolant les tendances actuelles, on peut par-

faitement envisager une croissance de la production sans croissance de l'emploi.

Les gouvernements et les classes dirigeantes parient sur un retour rapide au « business as usual » en s'efforçant d'endiguer les conséquences de l'oppression sociale engendrée par un système en faillite. L'idée qu'il faut remettre en question les bases mêmes de ce système ne les effleure pas. Quel prix faudra-t-il payer pour qu'advienne cette déchirante prise de conscience ?

Conversions tactiques

par **Bernard Cassen**

Les sommes colossales engagées par les États dans les plans de relance et dans le sauvetage du système bancaire défient l'imagination : le citoyen moyen n'a aucune idée de ce que peuvent représenter des centaines ou des milliers de milliards d'euros. Il voit bien que de l'argent - emprunté par les États, donc par les contribuables - coule à flots, créant des déficits qui donnent le vertige, et il se demande comment ils vont être résorbés. Les gouvernements ont leur réponse : la « sortie de crise » va se traduire à la fois par des augmentations d'impôts et par des coupes drastiques dans les budgets publics. En d'autres termes, ce sont les dispositifs de protection sociale, et en particulier les systèmes publics de santé et d'éducation, qui vont payer la facture de politiques néolibérales qui ont massivement enrichi les plus riches, creusé partout les inégalités et détruit des dizaines de millions d'emplois depuis quelques mois.

La crainte qu'éprouvent les dirigeants des conséquences politiques et électorales de ces mesures de régression sociale en préparation explique leurs étonnantes initiatives de ces dernières semaines. Il s'agit pour eux de frapper l'opinion par des annonces donnant l'impression que le capital et les revenus scandaleux des banquiers

et des traders vont être mis à contribution, ce qui justifiera ensuite des plans d'austérité frappant prioritairement les plus démunis. Ainsi le gouvernement grec a prévu de taxer à 90 % les bonus bancaires, mais, en même temps, de geler les salaires de fonctionnaires supérieurs à 2 000 euros. Avant de s'attaquer à leurs systèmes de retraites...

Quand George Brown (défenseur inconditionnel de la City) et Nicolas Sarkozy (dont la première décision après son élection avait été de mettre en place un « bouclier fiscal » plafonnant les contributions des contribuables les plus riches) décident eux aussi de taxer les bonus généreusement distribués par les établissements financiers à leurs cadres, on ne peut qu'approuver. On se dit cependant que cette conversion à un début de justice fiscale est trop subite pour ne pas être purement tactique. Dans cette logique, les cris d'écorchés vifs que poussent les banquiers à la perspective de voir leurs rémunérations variables fortement imposées sont très appréciés par les gouvernements. Ils peuvent ainsi se faire passer à bon compte pour les défenseurs des « petits » contre les « gros ».

Tout aussi significative de l'air du temps est la décision du Sommet euro-

péen réuni le 11 décembre de demander au Fonds monétaire international (FMI) la mise à l'étude d'une taxe globale sur les transactions financières. C'est le grand retour de la taxe Tobin, du nom du prix Nobel d'économie américain décédé en 2002. Cette taxe, qui serait prélevée sur les transactions sur les monnaies, est une des revendications principales des mouvements altermondialistes et de certains partis de gauche. Le montant quotidien moyen de ces opérations spéculatives a été en 2007 de 2 191 milliards d'euros. Un prélèvement minime de 0,01 % rapporterait plus de 70 milliards d'euros. On comprend que de telles sommes fassent rêver des gouvernements à la recherche désespérée de ressources fiscales pour financer certains de leurs engagements internationaux.

Cette taxe suscite évidemment l'opposition des établissements financiers et du gouvernement Obama, où les anciens de Goldman Sachs sont aux postes de commande. Là aussi, ces résistances sont politiquement utiles. Les gouvernements européens ont mieux compris que celui des États-Unis que, dans l'intérêt même de banquiers aveuglés par leur cupidité, il faudrait leur faire un peu violence...

Pour le Triomphe de la Pensée Concrète Sur la Pensée Abstraite



Par Agence Cubaine de Nouvelles*, Fidel Castro « fait l'éloge d'Hugo Chávez en qui il salue à la fois le digne successeur de Bolivar et le révolutionnaire infatigable. «J'ai rarement connu dans ma vie, écrit-il, et peut-être même jamais, quelqu'un qui a été capable de diriger une véritable et profonde révolution pendant plus de dix ans. C'est un véritable maître dans l'art de développer et de divulguer les idées révolutionnaires, de les maîtriser et de les transmettre avec une éloquence étonnante. Chávez porte la dialectique en soi. Jamais, à aucune époque, aucun gouvernement n'a tant fait pour son peuple en si peu de temps. »

Ces louanges du révisionnisme classique Castro envers Chavez, avec qui il partage les mêmes idées anti-bolchéviques ne peuvent nous surprendre.

Tous les deux font fi des idées de Lénine et de Staline sur la cons-

truction du socialisme. Tous les deux critiquent Staline.

En 1992, Castro, cet éminent « marxiste-léniniste » affirmera dans une interview au *Gardian* que selon lui Gorbatchev n'avait eu d'autre but que « d'améliorer le socialisme » et n'avait joué aucun rôle conscient dans l'écroulement de l'URSS et que Staline avait commis « d'énormes abus de pouvoir » en essayant de « construire le socialisme dans un pays en un très bref laps de temps au moyen de la violence », engendrant « un très lourd coût économique et humain » ! (Vincent Gouysse dans *Impérialisme et Anti-impérialisme*).

Pour Chavez, dans son appel historique pour une 5ème Internationale, s'adressant aux délégués de la Rencontre Internationale des Partis de

Gauche qui s'est tenue à Caracas du 19 au 21 novembre (2009), a déclaré « *La Troisième Internationale*

fondée au lendemain de la Révolution Russe a « dégénéré » sous le Stalinisme et a « trahi » les luttes pour le socialisme à travers le monde, il est temps de constituer la 5ème Internationale ».

Chavez a aussi déclaré " il n'y aura pas de changements importants dans l'économie, où l'économie privée s'est beaucoup développée " et " de même que nous ne voulons pas la dictature du capitalisme, nous ne voulons non plus la dictature du prolétariat chère à Marx. Nous voulons la démocratie, le socialisme. "

Il a indiqué aussi, dans le même temps que Raoul Castro, qu'il était prêt au dialogue avec les États-Unis (déclarations à la presse du 6 décembre).

N'est-il pas évident que cet anti-marxisme de Chavez, si bien défendu par Castro n'est qu'une copie du «socialisme » des révisionnistes Krouchtchev et Tito et ne peut être autre chose qu'une politique qui sert les intérêts de l'impérialisme tout court. Être contre l'impérialisme américain et s'intégrer à l'impérialisme chinois n'est que la continuation de la lutte entre les impérialistes qui ne fera que s'amplifier avec la crise sans précédent que nous vivons aujourd'hui.

Ces déclarations de Castro et de Chavez, à cause de leur autorité et leur prestige font un tort immense à la lutte révolutionnaire et ne font plus que créer la confusion. Ils remplissent, selon mon opinion, le même rôle que le révisionniste Trotski a joué lors de l'époque de la construction du socialisme en Union soviétique sous Lénine et Staline.

«Chavez et Castro n'ont jamais eu l'intention d'édifier le socialisme selon les principes léninistes et ont accepté de s'intégrer et de participer

à la « division socialiste internationale du travail », c'est-à-dire en fait d'être rattachée à leur sphère d'influence.

Cherchant à emprunter la voie capitaliste, les directions petites-bourgeoises cubaine et vénézuélienne n'avaient pas les moyens économiques de ne pas lier leur développement à celui d'un partenaire impérialiste.

Il ne faut pas donc pas oublier qu'à Cuba, si l'exploitation était certes « adoucie », puisque des acquis sociaux avaient été concédés, elle n'était pas pour autant supprimée. Ce constat est aujourd'hui toujours encore plus évident, alors que le Capital étranger détient une grande partie de l'outil productif, ensuite l'existence d'une dette extérieure qui hypothèque sérieusement l'avenir.

Depuis l'année 1991 qui marque l'aggravation relative du déficit de sa balance commerciale extérieure et la hausse des investissements étrangers directs, Cuba tend donc à devenir un pays *bourgeois-compradore* « classique » dont une part sans cesse croissante de l'économie devient la propriété directe du Capital étranger.

Dans ces conditions, la lutte pour « la sauvegarde » ou « le renforcement » du « socialisme cubain », n'est qu'une lutte visant à mystifier les travailleurs cubains et à leur faire prendre pour du « socialisme » ce qui n'est que réformisme bourgeois en crise et pour un semblant d'indépendance ce qui est au contraire une domination économique de type compradore.

En quoi consiste donc le « socialisme » que prétendent construire les dirigeants cubains depuis quatre décennies maintenant ? Ce « socialisme

» a-t-il quoi que ce soit de commun avec le socialisme marxiste édifié en URSS sous la direction de Lénine-Staline et en Albanie socialiste sous la direction d'Enver Hoxha ?» (Extraits de l'étude Impérialisme et anti-impérialisme de Vincent Gouysse).

On est en droit de se demander à la lumière de la réalité concrète ce que le socialisme à la cubaine a apporté au peuple cubain. « Aujourd'hui, et contrairement aux apparences trompeuses conférées par la fausse radicalité qu'on attribue à tout régime s'opposant à l'hégémonie de l'impérialisme américain, la soumission de la bourgeoisie compradore des pays dépendants à l'impérialisme en général est *quasi-universelle*, et elle ne peut pas être plus explicite que dans le cas de la bourgeoisie nationale de la Bolivie, du Venezuela et du Brésil, les deux premières continuant de donner toutes les assurances à leurs créanciers impérialistes, et la troisième allant même jusqu'à tenir les engagements antérieurs pris auprès du FMI !

Et le tout enrobé d'une phraséologie « de gauche », voir même « socialiste », afin de berner les naïfs qui apporteront leur concours pour tromper les peuples ! Ce ne sont pas les tentatives (réelles) de déstabilisation par l'impérialisme américain qui changent quelque chose à leur caractère bourgeois-compradore. Ceci ne démontre l'opposition de ces régimes à Washington qu'autant qu'ils refusent la domination *exclusive* de l'impérialisme américain. La soumission des partis communistes et du mouvement ouvrier de ces pays à la politique semi-coloniale de l'impérialisme mondial et de bourgeoisie compradore indigène démontre on ne peut mieux la nécessité

pour les marxistes-léninistes de ces pays de prendre à bras le corps les tâches tracées par Staline.»[V.G.]

On constate facilement comment ce socialisme à la cubaine est différent du socialisme vécu par le peuple soviétique sous Lénine et Staline. C'est une lutte entre opposés qui constitue la continuation de la lutte entre le léninisme, le stalinisme et le trotskisme dans des formes différentes et aux périodes différentes. Ne pas reconnaître que ce qui se passe à Cuba aujourd'hui n'est pas du socialisme c'est tomber dans l'abstraction. C'est la primauté de l'abstrait sur le concret C'est l'incapacité de ces révisionnistes de comprendre le concret. C'est un manque de compréhension dialectique de la réalité.

« Il est temps d'en finir avec les louanges sentimentalistes et les fleurs de rhétorique lancés à la Corée, à Cuba, à la Bolivie ou même au Venezuela et au Brésil « progressistes » et « socialistes » ! Ceci n'exclut pas, bien au contraire, que nous soutenions la lutte des peuples de ces pays contre le *colonialisme* et les agressions armées de l'impérialisme ainsi que pour leur droit à l'indépendance. Mais ne donnons pas à cette « indépendance » opposée au seul colonialisme un contenu anti-impérialiste quand c'est la bourgeoisie compradore indigène qui dirige ces mouvements ! Dénonçons même dans les dirigeants de ces pays des alliés objectifs de l'impérialisme mondial qui affaiblissent la véritable lutte anti-impérialiste, qui ne peut être que révolutionnaire et prolétarienne !» [Vincent Gouysse dans son Impérialisme et anti-impérialisme.]

Dr Adélarde Paquin

Les États-Unis sont-ils un État en cours de défaillance?

par Barry WEISBERG

Le 23 février 2010, Global Research – Il existe maintenant un chœur commun composé de la CNN, du New York Times et de l'Économist. Ils posent la question si les États-Unis sont en panne et nécessitent des réparations?

Mais alors si le gouvernement des États-Unis «n'était plus réparable», comme j'avais argumenté dans un livre portant ce titre en 1971, parlant de l'écologie du capitalisme. Les États-Unis sont-ils un État en cours de défaillance?

Dans l'Index des États défailants (Failed States Index), le Fonds pour la Paix (The Fund for Peace) a identifié douze indicateurs déterminant si un État était défailant. Mais la défaillance est souvent la conséquence de la perception plutôt qu'une évaluation objective. L'Index place les États-Unis en matière de risque de défaillance au niveau «modéré».

Mais une superpuissance peut-elle défailir? Examinons le système politique, économique et social des É-u.

Premièrement, le système politique fait référence aux institutions du gouvernement, comprenant la politique, la loi, les groupes d'intérêts, etc. Le système politique des États-Unis a été bâti sur une perception, dépassée du 18ème siècle de la nature humaine comme étant grossière et qui appelait à la division de la puissance pour éviter l'instauration d'un pouvoir minoritaire. La conséquence aujourd'hui est aussi bien l'absence d'un pouvoir susceptible de transformer l'économie politique, que le pouvoir excessif qui donne au président un pouvoir presque sans contrôle pour engager le pays dans des guerres, qu'elles soient ouvertes ou clandestines. Un exemple étonnant de la première est «Ground Zero» [à la place des tours jumelles du World Trade Center – NdT] à New York. Neuf ans après l'attaque, la construction est gelée. En un an l'humeur aux États-Unis a changé de «Un changement auquel vous pouvez croire», à «de gouvernement est-il en panne?». Avec l'exception notable de 2008, les États-Unis ont un taux de participation aux élections le plus bas dans le monde moderne, plus bas que celui de l'Inde.

Les É-U sont plus proches d'une ploutocratie que d'une démocratie.

Les É-U ont une dette de \$66 Billions (\$66.000.000.000.000), ce qui est cinq fois son PIB et double son patrimoine national. Le rapport du déficit budgétaire d'Obama au PIB, est projeté à 100% pour les trois ans à venir. C'est largement la conséquence d'un système insoutenable de plus de 700 bases militaires dans le monde, et d'un budget militaire supérieur à tous les autres pays du monde réunis. Seulement en Afghanistan, chaque soldat coûte par jour \$759,000. Pourtant en un an, le président Obama tout en prêchant la rhétorique de la paix ment, il a augmenté le budget militaire, les théâtres et les champs d'opérations. Martin Luther King avait observé «qu'une nation qui continue année après année à dépenser plus d'argent sur la défense militaire que sur les programmes d'amélioration sociale, est une nation qui est proche de sa mort spirituelle».

Deuxièmement, un système économique est l'organisation de la production, et de la distribution et de la consommation de biens et des services. La vraie croissance économique aux États-Unis a diminué pendant cinq années consécutives. Similairement, la stagnation est évidente dans l'investissement net non-résidentiel et les salaires horaires réels. Le degré d'inégalité économique (elle est comparable maintenant à celle du Mexique et supérieure que celle de l'Iran), l'étendue de la pauvreté (deux fois celle de l'Allemagne) et le manque comparatif de droits pour les travailleurs, reflètent la défaillance des États-Unis. Il n'y a pas d'effort direct pour réduire la plus large sous-classe de tous les pays industriels ou d'inégalité raciale, dont certains ont une espérance de vie inférieure à celles de plusieurs pays africains.

Troisièmement, un système social est la condition et l'organisation de personnes. Les services publics aux États-Unis tels que assurance maladie, éducation, sécurité sociale ou sécurité publique, sont en échec. Moins de personnes sont couvertes par une assurance maladie que tout autre pays industriel (L'Organisation mondiale de la santé

classe les É-U 31ème pour les soins de santé); le taux de mortalité infantile a chuté de 12ème en 1960 à 29ème en 1990 et 30ème en 2005; seulement la moitié de nos enfants dans les grandes villes terminent l'école secondaire et la moitié de ceux qui la terminent sont fonctionnellement illettrés. Les notes de mathématiques des étudiants du secondaire sont plus basses que celles de trente autres pays. La Chine s'apprête à remplacer les États-Unis dans la production de connaissances scientifiques et techniques. Les É-U sont 35èmes à l'Index de performance environnementale et 96ème à l'Index de paix globale.

Les É-U alors qu'ils ne représentent que 4,6% de la population mondiale, consomment 33% des ressources globales et n'ont pas de rivaux dans la production de pollution et de gaz carbonique (quand les militaires sont inclus). L'empreinte globale des États-Unis, la disparité entre sa capacité de produire et sa consommation réelle, est de loin la plus grande que de tout autre grand pays. Le Forum économique mondial (World Economic Forum) a récemment publié les Risques globaux 2010 (Global Risks 2010) identifiant 36 risques globaux. Une «chute majeure de la valeur du dollar» était incluse. Le seul risque qu'il n'a pas pris en compte était l'effondrement abrupt des États-Unis. Pourtant cela pourrait être déclenché par une crise catastrophique économique, politique, sociales ou environnementale. L'échec consistant du gouvernement d'anticiper ou de réagir effectivement aux risques, tels que la fin de l'Union soviétique, la montée de la Chine, le réchauffement planétaire, la vulnérabilité énergétique, l'ouragan Katrina ou la sécurité intérieure, prédit l'avenir. Les dirigeants étasuniens vivent les yeux bien fermés dans une bulle de refus et d'illusion. Ils ne représentent pas le peuple, ni traitent la communauté mondiale comme des égaux, ni comprennent les forces qui arrachent les fondations de l'avenir des États-Unis. Les États-Unis sont un pays en cours de défaillance.

[Traduction Alexandre MOUMBARIS]

Éditions Démocrite,

Les dossiers du BIP ® mars 2010

ВЕЧНАЯ СЛАВА СТАЛИНУ!



GLOIRE ÉTERNELLE À STALINE